

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2016
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Fragile Corne de l'Afrique

Reportage au Kenya, en Somalie
et en Éthiopie

Une ouverture audacieuse

L'émergence des petits capitalistes
à Cuba

Crédits controversés

Des investisseurs privés financent
l'aide humanitaire et en tirent profit

Sommaire

DOSSIER



CORNE DE L'AFRIQUE

6 Des fléaux qui entravent le développement

Dans l'une des régions les plus pauvres et instables du monde, les progrès en matière de développement revêtent une importance vitale. Reportage.

15 L'espoir d'un retour à la stabilité n'est pas mort

Entretien avec le politologue suisse Tobias Hagmann, grand connaisseur de l'Afrique

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Une coupe de cheveux entre socialisme et capitalisme

Grâce à l'ouverture économique, de nombreux Cubains créent leur propre entreprise. Ces capitalistes en herbe sont une chance et un défi pour l'État.

21 Sur le terrain avec...

Peter Sulzer, chef de mission suppléant et responsable de la coopération à l'ambassade de Suisse à Cuba

22 Une journée entre le Callejón et ma vie

Yoelkis Torres Tápanes raconte sa vie quotidienne à Matanzas, capitale de la province cubaine du même nom

DDC



23 Un label suisse s'impose à travers le monde

En Suisse, les communes qui mènent une politique énergétique durable sont certifiées « Cités de l'énergie ». Ce label fait également école dans la coopération au développement.

24 Coopération contre l'esclavage moderne

La Roumanie et la Suisse coopèrent dans la lutte contre la traite des êtres humains. Elles s'efforcent notamment d'améliorer l'identification et la protection des victimes.

FORUM



27 Un outil innovant pour financer l'aide humanitaire

Un nombre croissant d'acteurs de l'aide humanitaire et de la coopération recherchent le soutien d'investisseurs privés pour cofinancer leurs projets

30 Le diable veille sur les coutumes colombiennes

Carte blanche : la Colombienne Ana María Arango évoque l'importance culturelle et économique des quelque 140 carnivals de son pays

CULTURE



31 Les nouvelles voix du monde

Musique punk en Bolivie et en Indonésie ou pop underground en Afrique du Sud et au Nigéria : de jeunes musiciens redéfinissent le monde

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 34 Service
- 35 Coup de coeur avec Sandro Schneebeli
- 35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



L'espoir, envers et contre tout

Les bonnes nouvelles en provenance de la Corne de l'Afrique sont rares. L'Éthiopie, par exemple, lutte toujours contre les effets de la sécheresse de 2015, la pire qui ait frappé la région depuis des décennies. Depuis le début de guerre civile, en 1991, la Somalie est un État plus ou moins déstructuré. L'Érythrée continue de figurer parmi les principaux pays d'origine des migrants qui viennent demander l'asile en Europe. Et si l'on étend ce périmètre, la « Grande Corne de l'Afrique » inclut notamment le Soudan du Sud, ravagé par des conflits internes depuis son accession à l'indépendance il y a cinq ans : on compte déjà plusieurs centaines de milliers de morts, 1,5 million et demi de personnes déplacées et 700 000 réfugiés dans les pays voisins.

Ces crises nombreuses et prolongées ont des causes diverses, dont le poids diffère d'un pays à l'autre : mauvaise gouvernance, lutte pour les ressources, desserte de base catastrophique, épidémies et maladies, effets du changement climatique – pour ne citer que les principales. Les gens qui, pour échapper à ces conditions souvent inhumaines, partent vers un autre pays de la région ou vers l'Europe ne le font pas après avoir étudié la Convention de Genève relative au statut des réfugiés – aussi pertinent soit ce texte pour le cadre juridique international. Ils espèrent seulement trouver un avenir meilleur.

Redonner de l'espoir, c'est ce qu'ambitionne de faire la DDC par ses activités dans la Corne de l'Afrique (elle a toutefois dû abandonner sa coopération en Érythrée en 2006 et n'a toujours pas pu la reprendre). Ses projets s'attaquent aux causes des crises actuelles. Ils portent notamment sur la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, la consolidation des systèmes de santé, la gouvernance, la justice économique et sociale, la gestion des conflits et le respect des droits de l'homme.

Vu la durée des crises, il est essentiel de combiner efficacement les instruments de l'aide humanitaire, axés sur l'urgence, et ceux de la coopération au développe-

ment, qui créent des perspectives à plus long terme. Le partenariat entre la DDC et Swisscontact dans le camp de réfugiés de Kakuma, au nord-ouest du Kenya, illustre bien cette approche : les réfugiés, tout comme la population locale, peuvent suivre une formation professionnelle de base qui leur facilitera l'accès au travail et aux revenus. La prévention des crises est un autre aspect important de l'engagement à long terme de la DDC dans la Corne de l'Afrique. Un projet mené en Éthiopie, par exemple, y contribue. Il renforce la résistance de la population locale aux sécheresses et aux autres conséquences du changement climatique.

N'oublions pas, toutefois, que la région présente aussi un potentiel positif. Ainsi, l'Éthiopie affiche depuis dix ans des taux de croissance à deux chiffres, si l'on excepte quelques années moins fastes. Elle le doit notamment à des réformes gouvernementales, à l'amélioration de ses infrastructures et à un climat d'investissement plus favorable. Le Soudan du Sud est assis, pour sa part, sur des gisements pétroliers dont le volume est le troisième plus important d'Afrique subsaharienne. Il possède également d'abondantes ressources minières. Malgré tout, son économie reste fortement dépendante de l'agriculture. Quant à l'Érythrée, elle avait atteint trois des huit Objectifs du Millénaire pour le développement – tous dans le domaine de la santé – avant l'expiration du délai en 2015. Renforcer ce potentiel fait partie des tâches de la DDC, au même titre que l'assistance aux victimes des crises et aux personnes en détresse.

*Manuel Sager
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope



Sven Torfinn/laif

Le développement par les chips

(urf) Pendant longtemps, les paysans de Tangakona, à l'ouest du Kenya, parvenaient tout juste à se nourrir avec leurs modestes récoltes de patates douces et de manioc. Ils ne gagnaient pratiquement rien. En raison du changement climatique, leurs cultures étaient souvent détruites par la sécheresse. Il y a cinq ans, ces agriculteurs ont fondé des coopératives sous le parrainage de Farm Concern International, une organisation kényane de développement. En alliant leurs forces, ils ont créé de la valeur ajoutée : dans un « village commercial », les récoltes sont mises en commun, puis transformées en chips, en pommes frites ou en farine. « Cette collaboration nous a permis d'accroître la production et de répondre aux besoins du marché », affirme Catherine Amusugut, responsable du projet. De plus, l'introduction de variétés résistantes à la sécheresse a limité les pertes de récolte. L'initiative, qui regroupe plus de 10 000 paysans, a généré des revenus et renforcé la sécurité alimentaire dans la région.

www.farmconcern.org

Le cactus, une arme contre la faim

(jls) Dans le sud de Madagascar, des sécheresses récurrentes détruisent les cultures et le cheptel. Près de 1,8 million de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire chronique. Des chercheurs malgaches suggèrent de valoriser la figue de Barbarie, ou cactus rouge, pour lutter contre la faim. Cette plante sauvage, très abondante sur l'île, est riche en micronutriments, tels que calcium, magnésium et vitamine C. Selon Tsimanova Paubert, on peut produire de nombreuses denrées à partir de ses fruits, notamment du jus et de la confiture.

« Il suffit de mettre en place de petites unités de transformation, de façon à assurer un emploi durable pour les plus démunis », souligne ce chercheur en sciences sociales. Les scientifiques proposent également d'exploiter le cactus au niveau industriel, afin de générer des revenus. Holy



Tsimanova Paubert/laif

Ranaivoarisoa, enseignante et chercheuse, relève qu'au Maroc, on en tire des cosmétiques, de l'huile alimentaire, des aliments pour le bétail, etc. « Et l'huile essentielle de cactus rouge est la plus chère du monde », précise-t-elle.

www.scidev.net

Vaccinations de masse contre la méningite

(jlh) L'Afrique vient d'enregistrer un grand succès dans la lutte contre la méningite A (infection bactérienne des méninges) : depuis 2010, plus de 235 millions de personnes ont été vaccinées dans 26 pays. C'est le résultat d'un programme mené conjointement par l'Organisation mondiale de la santé et l'ONG internationale PATH, spécialisée dans l'innovation sanitaire. Le vaccin utilisé s'appelle MenAfriVac. Spécialement mis au point pour l'Afrique, il coûte environ dix fois moins qu'un vaccin ordinaire et se conserve des jours durant à des températures élevées. Jusqu'ici, les épidémies provoquaient à chaque fois des milliers de décès et de graves lésions cérébrales. Elles frappaient surtout les pays les plus pauvres de la « ceinture de la méningite » qui s'étend du Sahel jusqu'à la région des Grands Lacs. Dans ces pays, la maladie a été pratiquement éradiquée. La campagne de vaccination se poursuit dans le reste de la « ceinture ». Par ailleurs, de nombreux États ont décidé d'inclure le vaccin contre ce type de méningite dans leurs programmes nationaux de vaccination des enfants.

www.path.org, chercher « menafriVac »

Des radars vivants dans le ciel de Lima

(jls) Peuplée de presque 10 millions d'habitants, la ville de Lima produit 6000 tonnes de déchets par jour. Une grande partie de ces ordures sont déversées dans

des dépotoirs sauvages qui contaminent l'environnement et constituent une menace pour la santé de la population. Afin de lutter contre la pollution, le ministère péruvien de l'écologie s'est allié avec les meilleurs connaisseurs de ces décharges illégales : les vautours, des oiseaux emblématiques de la capitale. Dix urubus noirs (*Coragyps atratus*) ont été équipés de traceurs GPS et de minicaméras. « Quand les vautours cherchent à manger, ils nous mènent naturellement aux décharges. Ils nous aident à localiser et à surveiller les endroits où se trouvent les déchets organiques », indique



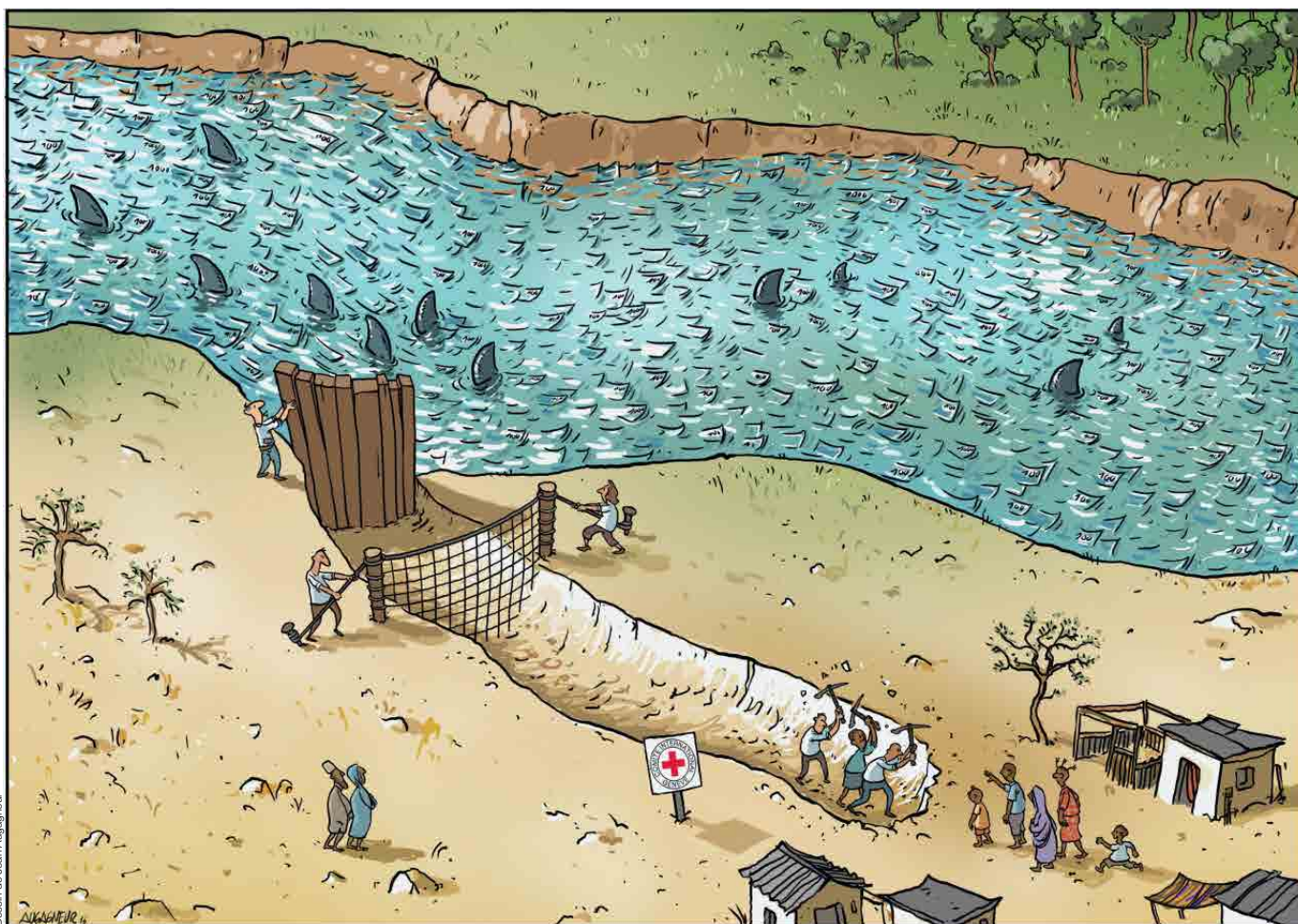
Joerg Modrow/laif

Javier Hernández, directeur du projet. Au sol, des experts analysent en temps réel les photos et les données transmises par les rapaces. Ils cartographient les zones contaminées. La carte, mise à jour quotidiennement, peut être consultée sur Internet. Financé par l'agence de coopération américaine, le projet « Gallinazo avisa » (le vautour avertit) doit également sensibiliser la population au problème des déchets.

www.gallinazoavisa.pe

Une méthode ancestrale

(jlh) Des chercheurs de plusieurs pays (Ghana, Danemark, Angleterre et États-Unis) ont décou-



Dessin de Jean-Augustin Legeigneur

vert des sols particulièrement fertiles au Libéria et au Ghana. La raison est surprenante : depuis 700 ans, les habitants travaillent la terre en la mélangeant avec des cendres, des déchets d'os et du compost. Grâce à un tel apport de matières riches en carbone, le sol reste fertile et retient bien l'eau. Selon James Fairhead, professeur à l'Université du Sussex et responsable du projet de recherche, cette pratique présente deux avantages : « D'une part, elle accroît nettement la production de denrées alimentaires sur des sols pauvres. D'autre part, le stockage supplémentaire de carbone pourrait s'avérer efficace contre le changement climatique. » Dans leur couche supérieure de 2 mètres environ, les sols emmagasinent en effet une quantité de carbone six fois supérieure à ce que contient l'at-

mosphère et pourraient en absorber davantage encore. « Reproduire cette méthode ancestrale pourrait transformer la vie de milliers de personnes dans les régions d'Afrique les plus touchées par la pauvreté et la famine », estime James Fairhead. <http://sro.sussex.ac.uk/60072>

Les petits Népalais se portent mieux

(jlh) Dans les pays en développement, les vers intestinaux et d'autres parasites infectent régulièrement des millions de personnes, en particulier des enfants. Dues en premier lieu au manque d'eau propre et à de mauvaises conditions d'hygiène, ces affections entravent le développement physique et psychique des enfants. Il n'est pas rare que leur issue soit mortelle. De bonnes nouvelles en la matière viennent

du Népal : au cours des vingt dernières années, ce type de maladie a nettement reculé parmi les enfants en âge scolaire, passant de 60 à 20%. Selon les spécialistes, ce progrès repose principalement sur les programmes menés par le gouvernement et des organismes

privés pour déparasiter les élèves. L'amélioration des installations sanitaires y est également pour beaucoup. En 1995, seul un cinquième de la population disposait de toilettes privées, alors que la proportion atteint 50% aujourd'hui.



Tobias Geber/leif

Des fléaux qui entravent le développement

La Corne de l'Afrique est l'une des régions les plus pauvres et instables du monde. Les progrès en matière de développement y revêtent une importance vitale, mais ils sont entravés par des sécheresses récurrentes, des guerres qui n'en finissent pas et des jeux de pouvoir. Reportage de Fabian Urech à travers le Kenya, la Somalie et l'Éthiopie.



DOSSIER

Ibrahim et son troupeau de chameaux sont arrivés au point d'eau de Griftu. « Je reviendrai la semaine prochaine », assure le jeune éleveur.

Wajir, Kenya **Un premier pas**

À l'ouest de Wajir, petite ville paisible du nord-est du Kenya et chef-lieu du comté du même nom, une route cahoteuse file en ligne droite à travers la steppe. La chaleur est accablante. De temps à autre, une hutte rompt la monotonie du paysage.

Six gazelles traversent la route, tandis qu'un petit groupe de girafes déambulent au loin.

Après 50 kilomètres de route, le village de Griftu apparaît à l'horizon, au milieu d'un *no man's land* de sable : une école, quelques modestes cases et un point d'eau au milieu d'une place immense. À 9 heures du matin, des centaines de chameaux, de bœufs et de chèvres y sont déjà rassemblés. Ibra-

him, 16 ans, est arrivé le premier avec sa vingtaine de chameaux. Entre le village où il vit avec ses parents et Griftu, il a parcouru 25 kilomètres. « Je me remettrai en route cet après-midi pour être chez moi tôt demain matin. Et je reviendrai la semaine prochaine », dit-il timidement.

Se préparer à affronter les crises

Environ 80% des habitants du Wajir sont des éleveurs qui se déplacent à travers les steppes avec

les gens sombrent dans la misère si les pluies n'arrivent pas. « Nous ne pouvons pas empêcher les sécheresses, mais nous pouvons nous y préparer ». Le gouvernement du comté le fait notamment en assainissant les points d'eau, comme celui de Griftu. Il mène aussi des projets de formation continue, crée des centres de collecte pour le foin, améliore les installations sanitaires et renforce les compétences des autorités communales. La DDC appuie ces efforts au niveau régional et local.



Symbole du progrès : un « distributeur automatique d'eau » dans le nord du Kenya



leurs troupeaux. Ce sont des artistes de la survie, comme on en rencontre un peu partout dans les régions arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique. Depuis plusieurs années, les sécheresses et la pression démographique mettent à rude épreuve leur mode de vie partiellement nomade. Étant donné que huit personnes sur dix ont moins de 2 dollars par jour pour vivre, même une crise mineure représente une menace existentielle. Dans cette région d'Afrique qui s'étend sur trois pays, la dernière sécheresse est survenue en 2014 et elle a frappé plus de 60 000 familles. Au printemps dernier, une épidémie de choléra a fait près de cinquante morts.

« Le contexte est difficile », admet Hassan Mohamed Aden, qui dirige le ministère de l'agriculture du Wajir. « Nous tentons actuellement de prévenir la prochaine crise. » Il s'agit surtout d'éviter que

Repartir de zéro

Il n'est pas sûr que le pastoralisme demeure un mode de vie et d'exploitation praticable. « Avant, nous étions tous des éleveurs. À un moment donné, ce système a cependant cessé de fonctionner », explique Zaineb Omar, porte-parole du groupe de femmes Ali Mao. Celui-ci comprend quarante anciennes nomades qui se sont sédentarisées en s'installant à Wajir au cours des dernières années. « L'arrivée en ville a été difficile. Par la suite, nous avons commencé à cultiver des légumes pour les vendre au marché : choux, épinards, poivrons et haricots », raconte Zaineb Omar en somalien. Les autorités locales ont fourni une pompe à ce groupe et une ONG lui a donné trois serres. Mais même ce nouveau moyen de subsistance reste fragile : les cultivatrices gagnent environ 2 francs par jour. « C'est peu pour faire vivre une famille », note Zaineb.

Renforcer la résilience aux crises

Le projet « Kenya Rapid », cofinancé par la DDC, vise à améliorer la sécurité alimentaire dans les cinq comtés septentrionaux du Kenya. Un meilleur accès à l'eau et une gestion écologique des maigres ressources devraient renforcer les communautés pastorales de la région. Prévu pour durer jusqu'en 2020, le projet associe l'aide d'urgence et la coopération au développement. Outre les autorités locales, il englobe la société civile, le secteur privé et la population.

La décentralisation est en marche

Conformément à la nouvelle Constitution du Kenya, le gouvernement central a transféré nombre de compétences aux 47 comtés du pays depuis 2010. Beaucoup d'autres États africains ont également lancé des processus de décentralisation depuis les années 90. Tandis que l'Éthiopie est depuis longtemps une fédération, la Somalie met sur pied actuellement des structures fédérales. Jusqu'ici, les expériences sont certes mitigées, mais le fédéralisme peut constituer un important facteur de stabilisation, notamment dans des pays pluriethniques, comme ceux de la Corne de l'Afrique.

Un premier pas a été franchi, mais beaucoup d'autres devront suivre. C'est l'impression que l'on ressent souvent à Wajir. Grâce à un processus de décentralisation très étendu, la ville dispose d'une grande marge de manœuvre. Kunow Abdi, collaborateur de la DDC, s'en réjouit : « Les habitants sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont besoin. Il ne nous appartient pas de fixer leurs priorités. » La tâche n'est toutefois pas simple, comme le relève cette représentante d'une ONG : « Les autorités locales ne possèdent pas encore les compétences, l'expérience et les ressources nécessaires. Elles risquent de reproduire ici les erreurs qui étaient commises autrefois à Nairobi. »

Kakuma, Kenya Au milieu de nulle part

La petite ville de Kakuma se situe dans le comté de Turkana, le plus reculé du Kenya. Lorsqu'on y arrive, rien n'indique que l'une des plus graves crises humanitaires du monde se déroule à seulement 100 kilomètres de là. Au Soudan du Sud, une

guerre civile a éclaté en 2013, deux ans après l'accession à l'indépendance. Ce jeune État risque de s'effondrer à tout moment et la famine menace. Plus d'un million d'habitants ont déjà fui le pays. Environ 50 000 d'entre eux sont venus à Kakuma ces dernières années. C'est ici, de l'autre côté d'une rivière asséchée, que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) gère un immense camp : environ 180 000 personnes y vivent, dont plus de la moitié sont originaires du Soudan du Sud.

Un camp pour seul univers

Créé en 1992 pour offrir un abri provisoire à quelques milliers de personnes, le camp de Kakuma s'est mué en un vaste lotissement. On se croirait dans un village géant : petits magasins, taxis-motos, écoles, terrains de basket... tout y est. Une grande partie des réfugiés vivent ici depuis des années et nombre de jeunes – un habitant sur dix est mineur – y sont même nés. Nul n'étant autorisé à quitter le camp sans autorisation, beaucoup de résidents ne connaissent pas d'autre monde. Alfadil Abdallah est malgré tout heureux d'être là. Cet

L'engagement de la Suisse dans la Corne de l'Afrique Des solutions régionales aux défis régionaux

La partition de la Somalie, les différends frontaliers entre l'Éthiopie et l'Érythrée ainsi que les guerres dans des pays voisins mettent la Corne de l'Afrique à rude épreuve depuis de longues années. Insécurité alimentaire chronique, variations climatiques et sécheresses ne font qu'aggraver la situation. Les conflits pour les ressources naturelles s'exacerbent. La région affiche par ailleurs les taux de mortalité maternelle et infantile les plus élevés du monde. Tout cela déclenche d'importants flux migratoires. Ces défis appellent des solutions régionales. C'est pourquoi la Suisse s'est dotée d'une stratégie régionale de coopération pour la Corne de l'Afrique, qui souligne son engagement accru dans les contextes fragiles. Elle concentre ses efforts sur la Somalie, ainsi que sur les zones arides et semi-arides du nord-est du Kenya et du sud-est de l'Éthiopie. Elle s'est fixé les priorités thématiques suivantes :

- migration ;
- sécurité alimentaire ;
- santé ;
- bonne gouvernance, renforcement de l'État et promotion de la paix.

Le programme régional est mené conjointement par les domaines de l'aide humanitaire et de la co-

opération au développement. Il associe donc divers instruments et recherche des solutions innovantes. Cela inclut par exemple une approche visant à réduire la pauvreté parmi les réfugiés, la fourniture de prestations à la fois aux personnes déplacées et à la population locale ou encore l'intégration systématique de mécanismes d'aide d'urgence dans les programmes de développement. Les projets accordent une attention particulière aux questions de genre et à l'égalité hommes-femmes. La DDC s'engage en outre pour un système redevable d'allocation des ressources publiques et contribue activement à l'atténuation des conflits.

La coopération suisse dispose d'un bureau régional à Nairobi et d'un bureau de programme à Addis Abeba – tous deux rattachés à l'ambassade sur place. Les collaborateurs de ces bureaux coordonnent ensemble les activités de la DDC dans la Corne de l'Afrique. Ils disposent d'un budget annuel de presque 40 millions de francs suisses. Ces fonds permettent d'apporter un soutien financier ou technique aux programmes existants et de lancer de nouveaux projets ou initiatives. ■

Des compétences pour la vie

Le projet pilote de la DDC « Skills for Life » transmet des compétences professionnelles à des réfugiés et aux habitants de Kakuma, afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins. Au cours de la première phase de ce projet, lancé en 2013, plus de 500 jeunes ont suivi une formation. La deuxième phase a démarré l'été dernier.



De nombreux réfugiés vivent depuis des années dans le camp de Kakuma. Alfadil Abdallah répare des ordinateurs et des téléphones portables dans son petit magasin. Il se dit reconnaissant de pouvoir construire son avenir.

homme de 28 ans est originaire du Darfour, dans l'ouest du Soudan, une région en guerre depuis dix ans. En 2011, il s'est enfui avec sa sœur, tout d'abord vers le Soudan du Sud, puis vers le Kenya. Il a perdu sa sœur en route et n'a toujours pas pu reprendre contact avec sa famille. À Kakuma, beaucoup partagent son destin.

Dans l'un des innombrables abris de tôle ondulée, Alfadil est installé devant un ordinateur. « Hong Kong Centre » : tel est le nom de l'atelier de réparation pour ordinateurs et téléphones portables, qu'il a fondé l'année passée avec un ami. « Ça marche bien. Je suis reconnaissant de pouvoir

construire mon avenir. » Ce Soudanais a en effet compté parmi les premiers participants au projet « Skills for Life ». Lancé par la DDC et mis en œuvre par Swisscontact, celui-ci dispense une formation professionnelle à de jeunes adultes. Il propose un apprentissage court, de trois à cinq mois, dans une douzaine de domaines artisanaux, comme l'informatique, la coiffure ou la couture. Nombre des bénéficiaires ont entre-temps ouvert de petites échoppes. « Lorsqu'ils retourneront chez eux, ces compétences les aideront à refaire leur vie », espère Joseph Lenakiyo, chef du projet.

Jeter des ponts

Joseph Lenakiyo souligne à quel point il est nécessaire d'impliquer la population locale. Dans la région, la pauvreté atteint le taux étourdissant de 94%. En observant les petites cahutes qui parsèment la steppe autour de Kakuma, on devine la difficulté de vivre dans cette contrée aride où la température peut atteindre 45 degrés.

Honorine Sommet-Lange, directrice du camp, accorde beaucoup d'importance aux relations avec les habitants des villages voisins. Cette collaboratrice expérimentée du HCR rappelle que l'on travaille toujours dans un contexte politique. « Les intérêts des autorités locales ne coïncident pas nécessairement avec les nôtres », relève-t-elle. Les agences de l'ONU, qui bénéficient du soutien de la DDC,

Soutien aux régions pastorales

Quelque 30 millions d'éleveurs nomades vivent dans les régions arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique. Depuis quelque temps, beaucoup renoncent à ce mode de vie frugal et fait de grandes privations. Afin de promouvoir les régions pastorales, la Suisse ne réalise pas seulement des projets locaux (dans le Wajir ou le Borana). Elle collabore également avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et plusieurs gouvernements.



Bamba Chakula

Dans le camp de réfugiés de Kakuma, l'argent numérique a récemment remplacé les sacs de riz : dans le cadre du projet « Bamba Chakula » (qui signifie « Vas chercher ta nourriture ! » en swahili), une partie de l'aide alimentaire est versée en espèces par téléphone portable. Cela permet aux résidents de faire eux-mêmes leurs achats et de décider ce qu'ils vont manger. Les commerces locaux voient ainsi s'ouvrir d'importants débouchés, tandis que les réfugiés retrouvent un peu de dignité et d'autonomie.

Fabien Urrech



Après avoir suivi une formation dispensée par le projet de la DDC « Skills for Life », ces jeunes femmes ont pu ouvrir leur propre atelier de couture.

s'efforcent d'améliorer l'image du camp au sein de la population : elles recourent souvent aux entreprises locales pour des travaux et les réfugiés peuvent acheter eux-mêmes des aliments au marché (depuis peu avec de la monnaie numérique).

Un peu à l'écart de Kakuma, le prototype d'un nouveau camp de réfugiés est en train d'émerger : conçu comme un lotissement permanent, il doit tisser d'emblée des liens forts avec la commune d'accueil. Il prévoit ainsi des projets agricoles communs et vise à renforcer le commerce et les services. Abstraction faite de quelques tentes éparses et d'un nouveau dispensaire, il n'a pas encore pris forme. Là aussi, on comprend vite que Kakuma ne sera jamais un lieu où les gens ont envie de rester. « Si nous pouvions choisir, nous ne serions pas là, mais nous n'avons pas d'autre endroit où aller », déplore une Congolaise.

Hargeisa, Somaliland La réussite d'un pays ignoré

L'État qui fonctionne le mieux dans la Corne de l'Afrique n'a, en fait, pas le droit d'en être un. Paradoxe de la géopolitique, le Somaliland, situé au

nord-ouest de la Somalie, témoigne néanmoins de ce qu'il est possible de faire malgré toutes les difficultés. La capitale Hargeisa est comme un village géant, pauvre et poussiéreux. Elle compte environ un million d'habitants, mais tout le monde semble se connaître. Le drapeau vert-blanc-rouge du pays flotte partout. Les paiements se font en shillings somalilandais et des policiers locaux règlent la circulation. Bref, le Somaliland réunit tout ce qui fait un véritable État, y compris une armée et un hymne national. Pourtant, 25 ans après avoir proclamé son indépendance de la Somalie, il n'a toujours pas été reconnu par la communauté internationale. « Beaucoup de gens, ici, ne comprennent pas ce refus », indique Ahmed Dalal Farah, un spécialiste local du développement. Le Somaliland a déjà organisé à cinq reprises des élections libres et équitables. « Aucun autre pays de la région ne peut en dire autant. »

Malgré les inconvénients liés à l'absence de reconnaissance du Somaliland – l'État ne peut par exemple pas obtenir de crédits internationaux –, Hargeisa est en plein essor. « La sécurité s'est améliorée. Il y a de bonnes écoles, des infrastructures adéquates et des activités sociales », souligne Deka Abdi, collaboratrice d'une ONG. Selon elle, la



Fabian Ureoh (2)

Hargeisa, la capitale du Somaliland, ressemble à un village géant. Malgré la pauvreté, les signes d'un essor économique apparaissent un peu partout, comme le nouveau marché ci-dessous.



ville doit beaucoup de ces améliorations au travail efficace du gouvernement.

Moins d'argent qu'un quartier de Londres

Abadifatah Said Ahmed, directeur général du ministère de l'intérieur, se montre satisfait : « Les recettes fiscales augmentent et la sécurité est bonne. Le Somaliland a un bel avenir devant lui. » Il reste bien sûr énormément à faire. Nombre de projets ne peuvent se réaliser faute de compétences et parfois aussi de ressources. « Notre budget n'équivaut même pas à la moitié de celui dont dispose l'administration d'un quartier de Londres. »

Un projet de l'ONU, cofinancé depuis 2013 par la DDC, entend combler de telles lacunes. Il vise à renforcer les structures administratives locales dans toutes les régions de la Somalie. « Pendant longtemps, la Somalie n'a reçu que de l'aide humanitaire. Notre programme est l'un des premiers à promouvoir un développement à long terme », relève Khalif Abdullahi, collaborateur de la DDC. Des résultats sont déjà perceptibles. Dans les bureaux de l'administration fiscale à Hargeisa, un fonctionnaire présente fièrement un graphique : « Nos recettes ont triplé ces dernières années. » En outre, le recours à des logiciels modernes aurait fait re-

Appui aux réformes de l'État

Soutenu par la DDC depuis 2013, un projet de cinq agences onusiennes renforce les autorités locales en Somalie. Il vise à améliorer les compétences des communes en matière de planification, d'administration, de perception des impôts et de consultation des citoyens. Sa mise en œuvre a pu commencer grâce à la sécurité qui régnait au Somaliland, au Puntland ainsi que dans quelques zones à l'intérieur et aux alentours de Mogadiscio. La prochaine phase devrait si possible se concentrer davantage sur le centre et le sud de la Somalie.

Développement et prévention des crises

La DDC a lancé récemment un projet de sécurité alimentaire dans la région Borana, au sud de l'Éthiopie. Celui-ci comprend des mesures de développement à long terme et un fonds d'aide d'urgence qui peut être activé en cas de sécheresse, par exemple pour fournir une assistance alimentaire. Le but est d'éviter que des crises temporaires anéantissent les avancées du développement. Cette approche est innovante, y compris pour la DDC. Au total, quelque 70 000 personnes devraient bénéficier du projet.



Fabian Urech

Un marché à Hargeisa : on ne vient pas ici uniquement pour faire des achats ; c'est également un lieu important de rencontre et d'échanges sociaux.

Entretien avec Sagal M. Abshir

De petits pas dans la bonne direction



Sagal M. Abshir a étudié à la John F. Kennedy School of Government de l'Université d'Harvard, aux États-Unis. Elle a été conseillère du premier ministre somalien jusqu'en 2012. Depuis quatre ans, elle travaille comme consultante à Nairobi.

Un seul monde : La Somalie était autrefois un pays stable et en plein essor. Dans les années 80, on appelait encore Mogadiscio «la perle de l'océan Indien». Les Somaliens regrettent-ils cette époque?

Les Somaliens ressentent une certaine nostalgie. On a souvent tendance à idéaliser le passé. Certes, la Somalie était stable sous la présidence de Siad Barre, mais ce régime est devenu de plus en plus totalitaire durant la guerre froide. Après des décennies de conflit, il est toutefois bien naturel de glorifier quelque peu les temps anciens.

Apparemment, il y a peu de raisons d'être optimiste.

Le pays avance à petits pas dans la bonne direction. Les structures étatiques se mettent en place, il y a des élections, l'économie récupère lentement. Tout prend beaucoup de temps, trop parfois. Après tout ce qui s'est passé, il ne faut pas s'attendre à des miracles. Si je suis optimiste ? Nous devons l'être. N'importe quelle autre attitude équivaldrait à un renoncement.

Comment vivent les gens dans un pays plongé depuis 25 ans dans une guerre civile?

Environ 70% des Somaliens ont moins de 30 ans. Ils n'ont jamais connu la paix et la stabilité. Malgré tout, la vie continue. Les gens vont à l'école et au marché, ils mangent, ils dorment. Leur préoccupation est de surmonter les difficultés quotidiennes : trouver de quoi se nourrir, s'occuper des enfants, s'en sortir d'une manière ou d'une autre. Pour eux, la politique est souvent un monde à part, car beaucoup sont livrés à eux-mêmes.

Ce n'est pas surprenant. La Somalie est devenue depuis longtemps l'incarnation d'un État en déliquescence.

C'est vrai. En même temps, la notion d'État a quelque chose de théorique, d'artificiel, surtout dans les zones rurales. On le voit bien dans les régions où la Somalie jouxte l'Éthiopie et le Kenya : les frontières n'existent souvent que sur les cartes de géographie, pas dans la réalité. ■

(De l'anglais)

culer la corruption. Avec un budget en hausse, les autorités de la ville peuvent investir davantage dans les infrastructures. Elles ont financé par exemple la toiture d'un marché et le goudronnage d'importantes routes d'accès.

Le chaos n'est pas une fatalité

Malgré les progrès, il reste beaucoup à faire pour instaurer « un Somaliland stable, démocratique et prospère », comme le décrit le gouvernement dans sa Vision 2030. Avec 348 dollars par habitant et par an, son revenu moyen est le quatrième le plus faible du monde. Enfin, les investisseurs étrangers resteront sur la réserve tant que les relations avec Mogadiscio, la capitale somalienne, n'auront pas été clarifiées.

En quittant Hargeisa, on est pourtant rempli d'espoir. Il suffit de penser au reste de la Somalie : les caractéristiques ethniques, linguistiques et culturelles sont pratiquement les mêmes, mais le chaos règne depuis plus de vingt ans et les attaques de la milice extrémiste Al-Shabaab sont toujours à l'ordre du jour. Le Somaliland, ce petit pays qui n'en est pas un aux yeux de la communauté internationale, prouve au moins qu'il est possible d'instaurer la paix et la stabilité. Certes, ce n'est qu'une première étape, mais elle est indispensable pour avancer sur le long chemin qui reste à parcourir.

Yabello, Éthiopie L'absence de pluie est souvent synonyme de famine

Pour l'instant, il faut un véhicule tout-terrain pour emprunter la piste qui mène à la ville de Yabello, dans le Borana, à l'extrême sud de l'Éthiopie. Cependant, une entreprise chinoise est en train de construire une route goudronnée qui reliera le haut plateau à cette région aride, en passant par les montagnes de la Rift Valley. Ce chantier témoigne de l'essor du pays : depuis quelques années, l'économie éthiopienne connaît une croissance spectaculaire de plus de 10% par an.

En dehors de la nouvelle route, le « miracle économique » ne saute pas aux yeux dans la région Borana. Environ 1,2 million d'habitants, des éleveurs pour la plupart, occupent un territoire de la taille de la Suisse. Ils vivent pratiquement comme leurs ancêtres. Les points communs avec Wajir sont frappants. La frontière kényane se trouve d'ailleurs à seulement 200 kilomètres de là. « Le problème, c'est la pluie », affirme Bonaya Denge, un agriculteur assis devant sa case en terre dans le village de Maagole. « Avant, nous pouvions nous fier à la saison des pluies. Aujourd'hui, le temps reste plus souvent sec. »



Scène de rue à Yabello : une nouvelle sécheresse menace la région.

Fragile agriculture de subsistance

Le danger qui menace le Borana est déjà une réalité dans l'est et le nord du pays : la pluie n'est pas tombée durant deux saisons consécutives, si bien que plus de 10 millions d'habitants dépendent de l'aide alimentaire. Si les précipitations n'arrivent pas cette année, la sécheresse s'installera également dans le sud. « En Éthiopie, 99% de l'agriculture est pluviale », explique un collaborateur de l'ONU. « L'absence de pluie signifie souvent crise et famine. » Le taux d'urbanisation étant faible – 80 des 100 millions d'habitants vivent à la campagne et pratiquent pour la plupart une agriculture de subsistance –, de tels événements touchent rapidement des millions de personnes.

Ces dernières années, le gouvernement éthiopien n'est pourtant pas resté les bras croisés. De nombreux villages possèdent désormais des réservoirs à céréales. De plus, des efforts ont été entrepris pour diversifier l'économie. « Le but n'est pas d'aider les gens seulement en cas de crise, mais de les appuyer pour qu'ils puissent faire face aux coups du sort », explique Ababu Lemma Belay, collaborateur de la DDC. Dans le pays Borana, la DDC soutient la rénovation de points d'eau, l'amélioration du système local d'alerte précoce, la formation continue des femmes et des mesures contre la dégradation des pâturages. Ce projet bénéficie des expériences réalisées au Kenya, dans le comté de Wajir.

Un État engagé dans le développement

En Éthiopie, contrairement à d'autres pays africains, l'État coordonne et suit de près de tels pro-

Des animaux et des hommes

Chez les éleveurs nomades, on ne fait pas de distinction claire entre les médecines humaine et vétérinaire. Les maladies se transmettent souvent entre l'animal et l'homme. La DDC soutient la création d'un centre de compétences « Une seule santé » dans la région Somali, à l'est de l'Éthiopie, qui associe étroitement ces deux domaines médicaux. Le centre renforcera les régions pastorales et répondra à leurs besoins particuliers. Grâce à la formation intégrée du personnel médical et à des recherches spécifiques, il devrait améliorer durablement l'état de santé des hommes et des animaux. L'Université de Jijiga, chef-lieu de la région Somali, ainsi que l'Institut tropical et de santé publique suisse participent à ce projet qui doit durer douze ans.



Fabian Urech (2)

L'accès à l'eau revêt une importance vitale pour les hommes et les animaux dans la région Borana, en Éthiopie.

jets, même dans des régions reculées comme le Borana. En parlant avec les autorités régionales chargées de l'agriculture, on perçoit nettement la volonté du gouvernement de mettre le pays sur la voie du progrès. « Les fonds de l'aide internationale sont utilisés de manière très efficace », affirme un spécialiste de la coopération. En même temps, le modèle éthiopien soulève des questions. Les défenseurs des droits de l'homme attribuent une très mauvaise note au gouvernement. Ils craignent que les mesures de développement imposées par le haut, parfois de manière autoritaire, ne donnent pas des résultats durables.

Il est difficile de prévoir l'avenir de cette région, notamment parce que le présent ne diffère guère du passé dans les zones rurales et que la « grande politique » ressemble à un édifice théorique venu d'un monde étranger. C'est le cas au petit point d'eau qui se trouve dans un creux du terrain à une vingtaine de kilomètres de Yabello. Assis à l'ombre d'un arbre en attendant les heures plus fraîches du crépuscule, les hommes parlent du temps, de leurs familles et de leurs bêtes. « Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve », confie Gerbicha Ode, dont le visage reflète une certaine insouciance juvénile malgré ses 70 ans. « Mais nous espérons que la pluie viendra. Après, tout ira bien. » ■

(De l'allemand)



L'espoir d'un retour à la stabilité n'est pas mort

Le Suisse Tobias Hagmann suit depuis longtemps l'évolution de la Corne de l'Afrique. Selon ce politologue, la région est des plus contrastées: des crises effroyables, comme celle qui frappe le Soudan du Sud, y côtoient des îlots de stabilité, tel le Somaliland. Entretien avec Fabian Urech.



Fabian Urech

L'horizon d'Addis Abeba reflète l'essor de l'Éthiopie. Mais quel est le prix de ce «miracle économique» ?

Un seul monde: Vous ne cessez de critiquer le caractère répressif du gouvernement éthiopien. Pouvez-vous encore vous rendre dans ce pays?

Tobias Hagmann: Oui, mais uniquement dans la capitale Addis Abeba. Je n'obtiens plus l'autorisation d'aller dans la région Somali, à l'est du pays, où j'ai mené des recherches sur le terrain. Pour les spécialistes en sciences sociales, l'Éthiopie est un cas difficile. Aujourd'hui, j'étudie surtout la Somalie.

Vous critiquez également le rôle de la communauté internationale, qui soutient le gouvernement d'Addis Abeba.

Ces dernières années, le gouvernement éthiopien a réussi à vendre à la communauté internationale son modèle de développement que l'on peut résumer ainsi: il faut un régime fort et autoritaire pour mettre le pays sur la voie de la croissance économique; la démocratie et le respect des droits de l'homme suivront – peut-être – plus tard. Cette conception technocratique du développement est

largement controversée. Selon l'économiste indien Amartya Sen, un développement durable n'est possible que si les gens sont libres de décider de leur sort. Je trouve inquiétant que les gouvernements occidentaux aient repris pratiquement tel quel ce modèle, sans consulter la population locale.

En Éthiopie, plus de 10 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire. Est-ce lié au régime politique?

Dans un certain sens, oui. Bien sûr, le lien direct de cause à effet est différent: la famine résulte des sécheresses qui sont un phénomène récurrent en Éthiopie. Celles-ci sont aggravées par le fait que la population dépend de l'agriculture de subsistance et n'a pas d'autres possibilités économiques. Ce qui change, c'est la réaction du gouvernement et des pays donateurs.

Depuis quelques années, l'économie éthiopienne affiche l'une des croissances les plus fortes du monde.



Tobias Hagmann est professeur à l'Université de Roskilde, au Danemark. Au cours des dernières années, ce politologue suisse a étudié de près l'évolution de la situation dans la Corne de l'Afrique, en particulier en Éthiopie et en Somalie. Il dirige actuellement un projet de recherche pluriannuel consacré aux dimensions économiques de la construction de l'État en Somalie. Son dernier livre est consacré à la coopération au développement dans les États autoritaires d'Afrique. www.tobiashagmann.net



Construction de l'État en Somalie: oubliera-t-on les fondations et les murs ?

Effectivement. Et c'est d'ailleurs ce qui attire les organisations d'aide. Dans une telle situation, il est plus facile qu'ailleurs de prouver les résultats obtenus. Il faut néanmoins s'interroger sur le coût de cette croissance, par exemple en termes de droits de l'homme. Une plus grande transparence devrait être de mise à ce sujet. Un organisme qui travaille en Éthiopie devrait dire à quoi il s'engage. Sinon, il fait preuve d'hypocrisie.

Les compromis ne sont-ils pas incontournables quand on travaille dans des contextes fragiles, comme le fait la Suisse ?

Peut-être, mais l'Éthiopie n'est pas un État fragile. Son gouvernement est au contraire l'un des plus forts d'Afrique.

La Somalie, en revanche, est fragile. Que faut-il faire pour y restaurer la stabilité après 25 ans de guerre ?

Jusqu'ici, nul n'a trouvé de réponse convaincante à cette question. Les recettes préconisées au niveau international pour reconstruire le pays ne fonctionnent manifestement pas. La Somalie organise des élections, alors que le conflit avec le mouvement Al-Shabaab perdure. Le pays aura une Constitution, sans que la population ait pu participer à son élaboration. L'État se construit de manière artificielle. On ne s'attaque pas aux véritables défis de la politique intérieure : les négociations de paix, la recherche de compromis, les compensations des injustices passées. Cela revient à construire une maison en commençant par le toit, sans se préoccuper

des fondations et des murs porteurs. Un tel édifice ne reste pas longtemps debout.

Le Somaliland, qu'aucun autre État n'a reconnu, apparaît comme une antithèse de l'instabilité chronique qui sévit dans la région. A-t-il un avenir ?

Le Somaliland n'a pas seulement un avenir. Il a aussi une histoire, après vingt ans d'autonomie politique. Sur le plan de la stabilisation politique et de la réconciliation, ce pays a accompli des choses extraordinaires. D'autres réformes s'imposent néanmoins, pour préserver le moral des gens, stimuler l'économie et rendre les structures étatiques plus efficaces.

Que pensez-vous de la situation politique en Érythrée ?

Je peux comprendre que les pays européens souhaitent accueillir moins de réfugiés érythréens. Mais ils ne doivent pas pour autant enjoliver la situation politique intérieure. Si un Occidental se rend à Asmara dans le cadre d'une visite orchestrée par le gouvernement et déclare ensuite que tout est en ordre, il n'a rien compris.

L'ethnologue Alex de Waal a écrit récemment que, dans la Corne de l'Afrique, la politique est « l'affaire de quelques hommes qui ont de l'argent et des armes ». Reste-t-il malgré tout un espoir pour l'avenir de cette région ?

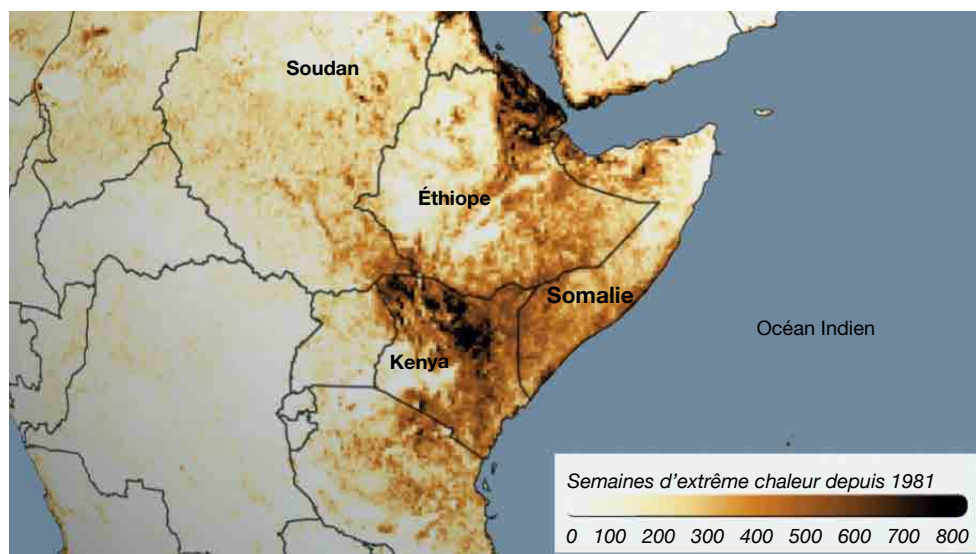
Cette description correspond à certaines dynamiques politiques, mais elle tronque la réalité. La Corne de l'Afrique est une région très contrastée : on y trouve des situations épouvantables, comme celle prévalant au Soudan du Sud, mais aussi des choses aussi merveilleuses que le Somaliland. Je ne pense pas que les gens aient perdu espoir dans la démocratie, la stabilité et la dignité humaine. Au contraire.

Que peut faire la Suisse pour améliorer le sort des populations dans la Corne de l'Afrique ?

La Suisse mène depuis longtemps des activités dans cette région, en particulier sur le plan de l'aide humanitaire et de la médiation. Donatrice modeste, elle cherche à apporter sa contribution dans les domaines où elle possède des compétences spécifiques. Cela, la Suisse sait bien le faire. Je trouve toutefois inapproprié de qualifier toute la région de « fragile » : cet adjectif cache souvent plus de choses qu'il n'en explique. ■

(De l'allemand)

Faits et chiffres



Vivre avec la sécheresse

La vie est très dure dans la Corne de l'Afrique, en particulier pour les populations pauvres. Cette carte illustre les conditions climatiques difficiles qui règnent dans la région. Elle montre la récurrence des périodes sans pluie au cours des trente dernières années, en s'appuyant sur le nombre de semaines de sécheresse extrême. Plus la couleur est foncée, plus les périodes sèches ont été fréquentes.

Source : HCR/BCAH

Chiffres clés

- La Corne de l'Afrique abrite 2,2 millions de réfugiés – dont environ 1 million sont originaires de Somalie – et plus de 1 million de personnes déplacées.
- Le passé colonial de la région est complexe : l'Érythrée et la majeure partie de la Somalie étaient sous domination italienne, les Britanniques possédaient le Kenya et le Somaliland, tandis que les Français contrôlaient Djibouti. L'Éthiopie est le seul pays d'Afrique qui ait été épargné par la colonisation.
- Les pays de la Corne de l'Afrique connaissent une croissance démographique de plus de 2% par an. À ce rythme, la population totale de la région va doubler au cours des 35 prochaines années. L'Éthiopie, à elle seule, comptera quelque 200 millions d'habitants en 2050.
- Actuellement, environ 22 000 soldats venus du Kenya, d'Éthiopie, d'Ouganda et du Burundi tentent de mettre fin à la guerre civile en Somalie. Ils font partie de la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), créée en 2007. Cette force controversée de maintien de la paix devrait se retirer en 2020.
- Avec quelque 800 000 habitants, Djibouti est l'un des plus petits pays d'Afrique. Son port, qui joue un rôle essentiel pour l'Éthiopie voisine, lui confère toutefois une importance géostratégique. Par ailleurs, les États-Unis, plusieurs pays européens et le Japon possèdent des bases militaires à Djibouti. L'armée chinoise prévoit également d'y établir une base permanente.
- La situation économique dans la Corne de l'Afrique varie d'un

pays à l'autre. L'Éthiopie a enregistré ces dernières années des taux de croissance supérieurs à 10%, ce qui en fait l'une des économies les plus dynamiques du monde. Le Kenya a progressé, lui, d'environ 5% par année. Dans les autres pays, la croissance a connu de fortes variations : le taux a fluctué entre -10 et 9% en Érythrée, entre 3 et 6% à Djibouti, tandis qu'au Soudan du Sud, l'écart va de -46% à 13% en raison de la guerre.

Liens

- DDC : www.eda.admin.ch/ddc, « Pays », « Grande Corne de l'Afrique »
- Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), organisation regroupant les États du nord-est de l'Afrique et basée à Djibouti : www.igad.int
- Rift Valley Institute, à Nairobi : <http://riftvalley.net>
- International Crisis Group : www.crisisgroup.org
- Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH) : www.unocha.org/crisis/horn-africa-crisis

Citation

« Aucun progrès ne semble actuellement en vue dans la région. La Corne de l'Afrique a toutefois l'art de surprendre tous les observateurs. »

Martin Plaut, journaliste

Une coupe de cheveux entre socialisme et capitalisme

Depuis l'ouverture économique du pays, de nombreux Cubains ont décidé de créer leur propre entreprise, notamment dans le tourisme. Pour l'État, ces capitalistes en herbe sont aussi bien une chance qu'un défi. De Sandra Weiss, à La Havane*.



Jose Caribás/SZ Photo/afif

Un salon de coiffure à La Havane : désormais, ce métier ne s'exerce pratiquement plus qu'à titre privé.

À 47 ans, c'est la première fois de sa vie qu'Aldo Benvenuto parvient à mettre de l'argent de côté. Pour cela, cet ancien producteur de cinéma a dû abandonner le métier qu'il adorait et devenir restaurateur. Grâce à l'apport en capital d'un ami italien, le Café Artes, situé dans la vieille ville de La Havane, est devenu son royaume. Pour acquérir un bien immobilier ou ouvrir un commerce, les étrangers doivent s'associer à un partenaire cubain. C'est l'une des nombreuses contraintes imposées par le gouvernement aux investisseurs. En même temps, elle permet à l'État et à des particuliers débrouillards de devenir entrepreneurs sans disposer de fonds propres.

L'initiative personnelle, clé du changement

Aldo Benvenuto fait partie de ces petits entrepreneurs ambitieux qui, grâce à la libéralisation des dix dernières années, ont donné un second souffle à une économie socialiste rongée par la pénurie. Son café artistique, entièrement rénové, se trouve dans une ancienne bâtisse de style colonial. Il est décoré de

vieux instruments de musique. On y trouve ce qui fait généralement défaut aux restaurants d'État : du style, un service chaleureux et une cuisine fusion savoureuse, pour l'équivalent de cinq à dix euros – des prix inabornables pour un fonctionnaire cubain avec ses 25 euros mensuels, mais qui sont à la portée de l'élite et des touristes. La princesse de Monaco et l'acteur Benicio del Toro sont déjà venus au Café Artes.

Le premier à s'installer rue Aguiar, trois bâtiments plus loin, était le doyen des petits entrepreneurs cubains, le coiffeur Gilberto « Papito » Valladares. Il s'est mis à son compte en 1999 déjà. Papito doit sa renommée non seulement à son coup de ciseaux magique, mais également à son sens du marketing et à ses projets d'action sociale qui lui assurent la bienveillance de l'État. Il a en effet dispensé des cours à des jeunes marginalisés et proposé des coupes gratuites dans des parcs publics. Son école de coiffure, ArteCorte, enseigne à la nouvelle génération un métier qui ne s'exerce pratiquement plus qu'à titre privé aujourd'hui.

Giraldo Barthelemy, 26 ans, est l'un de ces jeunes. Informaticien de formation, il a travaillé quelques années chez Cupet, une entreprise étatique active dans l'énergie. En 2013, quand Raúl Castro a autorisé les voyages à l'étranger, il a emprunté de l'argent pour se rendre en Équateur, l'un des rares pays qui n'exigeaient aucun visa des Cubains. «Là-bas, je me suis présenté chez un coiffeur qui m'a engagé. Après six mois, j'avais assez d'économies pour ouvrir un salon dans mon quartier, à la rue Reina.»

cialisme durable et prospère». Ses réformes sont toutefois contestées à l'interne. En avril dernier, le septième Congrès du parti communiste cubain a vu réformateurs et conservateurs s'affronter lors de débats houleux. On a réclamé un frein à l'accumulation rapide de capitaux.

Autrefois employé de l'entreprise médicale étatique Medicuba, Jorge Mecías loue aujourd'hui trois pièces de son appartement aux touristes. Il redoute de nouvelles réglementations: «Peut-être qu'il y aura



La normalisation des relations avec les États-Unis devrait stimuler l'économie cubaine, en particulier le tourisme.

Les coiffeurs restent bon marché à Cuba. Pour une coupe, shampoing et séchage compris, il faut compter l'équivalent de trois euros. Pourtant, outre la satisfaction d'être son propre chef, Giraldo Barthelemy gagne trois fois le salaire moyen étatique. Actuellement, il suit une formation auprès d'ArteCorte, afin de s'initier à de nouvelles techniques. Ensuite, il proposera ses services pendant six mois sur un paquebot de croisière appartenant à une société italienne. «Voyager en gagnant de l'argent, on ne peut rêver mieux», commente-t-il. Pour les jeunes, l'ascension sociale passe par le secteur privé, et non plus par des emplois au sein du parti, qui assureraient autrefois des privilèges à leurs aînés.

Une nouvelle société de classes

Le 1^{er} mai 2013, une délégation d'entrepreneurs privés a défilé pour la première fois devant Raúl Castro, place de la Révolution. Ce dernier, grand admirateur du modèle chinois, avait auparavant remplacé la devise officielle «Le socialisme ou la mort», chère à son frère Fidel, par le slogan «Pour un so-

bientôt des plafonds pour les dépôts bancaires ou de nouveaux impôts.» Jorge se rappelle qu'au début des années 90, la libéralisation lancée suite à l'effondrement de l'URSS avait été brutalement stoppée. Son fils avait alors quitté le pays pour s'établir au Venezuela, où il est devenu un éminent chirurgien esthétique. Partir est tentant, en particulier pour des jeunes bien formés. L'an passé, environ 43 000 Cubains ont émigré aux États-Unis. Grâce à une réglementation spéciale, ils ont obtenu l'asile politique dans ce pays.

Bras de fer avec l'État

À part la libéralisation, Cuba a peu d'options: l'île ne produit pas grand-chose, elle est endettée et dépend des importations, même pour les denrées alimentaires. Longtemps, c'est le grand frère soviétique qui a comblé les déficits, en particulier en matière d'énergie. Ensuite, ce fut au tour du Venezuela, mais celui-ci se trouve lui-même en pleine crise actuellement et doit réduire sa coopération. C'est pourquoi l'économiste cubain Pavel Vidal prévoit

Cuba en bref

Nom

République de Cuba

Régime politique

République socialiste à parti unique, le Parti communiste de Cuba

Capitale

La Havane

Superficie

110 860 km²

Population

11,25 millions

Espérance de vie

79 ans

Envois de fonds des émigrés

3,35 milliards de dollars en 2015

Importations

Pétrole, denrées alimentaires, machines, véhicules

Exportations

Pétrole, nickel, produits médicaux, services, tabac, sucre

Taux d'analphabétisme

0,2%

Durée moyenne de scolarisation

11,5 ans



Les réformes de Raúl Castro

2008 – Les Cubains sont autorisés à acheter des téléviseurs, des lecteurs de DVD ou des téléphones portables, à louer des voitures et à réserver des chambres d'hôtel. Les agriculteurs peuvent affermer des terres appartenant à l'État et les exploiter à titre privé.

2009 – Libéralisation des marchés agricoles et fermeture des cantines d'entreprises étatiques.

2010 – Autorisation de créer de petites entreprises, d'embaucher du personnel dans 181 professions et de mettre sur pied des coopératives agricoles.

2011 – Raúl Castro, arrivé au pouvoir en 2008, annonce qu'il se retirera en 2018 et limite à dix ans la durée des mandats politiques. Il libéralise la vente de véhicules d'occasion, de biens immobiliers et de matériaux de construction ; les banques étatiques offrent des crédits aux petites entreprises et aux agriculteurs.

2012 – Nouvelle loi fiscale. Autorisation des coopératives dans 47 autres secteurs de l'économie.

2013 – Liberté de voyager. Les sportifs peuvent signer des contrats à l'étranger à condition de payer leurs impôts à Cuba et de jouer dans l'équipe nationale.

2014 – Autonomie donnée aux entreprises d'État en matière d'investissements et de personnel. Normalisation des relations avec les États-Unis.

2016 – Le président américain Barack Obama se rend à Cuba.



À Cuba, cette scène était encore inimaginable il y a peu : des musiciens gagnent de l'argent en jouant dans la rue.

pour 2016 une croissance zéro, un repli des investissements de 17% et une inflation de 10%.

Le tourisme est un pilier de l'économie cubaine, que le gouvernement entend renforcer – c'est l'un des objectifs clés de la normalisation des relations avec les États-Unis. Les fonctionnaires rêvent de 6 millions de touristes par année. Or, les infrastructures sont déjà mises à rude épreuve par les 3,5 millions actuels. Il n'y a pas assez de chambres à louer et de bus interurbains. En mai dernier, quand le premier navire de croisière américain a accosté, le système d'alimentation en eau de La Havane s'est effondré, car ce colosse nécessitait plus d'un million de litres d'eau potable.

C'est aussi dans le tourisme que l'on trouve les petites entreprises les plus florissantes. L'État en tire largement profit. Pour chacune de ses chambres, louée ou non, Jorge Mecías doit lui verser l'équivalent de 35 euros par mois. À cela s'ajoutent un impôt mensuel de 10% sur le chiffre d'affaires et 10% de plus à la fin de l'année. Le logeur ne peut rien déduire et l'État ne lui offre ni des rabais, ni l'accès à de grands marchés.

Marché noir et amendes

« Pour une petite entreprise, survivre relève du parcours du combattant », soupire Aldo Benvenuto. S'il expose des œuvres ou organise un concert dans ses locaux, les ennuis sont garantis. Il n'a pas le droit d'importer une machine à café industrielle, un réfrigérateur professionnel ni de servir des langoustes

ou de la viande de bœuf. Pourtant, nombre de produits s'achètent au noir – la livraison est gratuite. Pendant notre entretien, Aldo se lève sans cesse pour marchander avec des vendeurs ambulants qui lui proposent du poisson frais, des oignons, des serviettes en papier... Flirter avec les limites de la légalité est un exercice quotidien. Les inspecteurs de l'État ferment les yeux sur cette pratique qui leur permet d'améliorer leurs maigres revenus.

Le rapport de force entre État et secteur privé évolue constamment. En mai dernier, les conducteurs de pousse-pousse ont protesté contre les amendes que leur inflige la police. En juillet, ce fut le tour des taxis collectifs. Suite à une hausse du prix de l'essence imposée par le gouvernement, ils avaient augmenté eux-mêmes leurs tarifs. Les inspecteurs ont distribué des contraventions et confisqué des véhicules. Dans les deux cas, l'État a toutefois cédé, allégeant les mesures de répression. Pour l'heure, il s'agit d'intérêts particuliers et non de pouvoir politique. Qu'elle le veuille ou non, la nomenclature cubaine devra s'accommoder de ces nouveaux acteurs. ■

*Sandra Weiss est une journaliste indépendante basée à Mexico. Elle est la correspondante en Amérique latine de divers médias, dont la « NZZ am Sonntag », la Deutsche Welle, la radio-télévision suisse alémanique SRF et le quotidien autrichien « Der Standard ».

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Peter Sulzer, chef de mission suppléant et responsable de la coopération à l'ambassade de Suisse à Cuba

Cuba est à la mode. Comme le dit l'écrivain Leonardo Padura, l'île attire «une foule confuse de fonctionnaires, petits commerçants, retraités économes et vieux militants désormais sans militantisme, mais obstinés à voir de leurs propres yeux l'ultime bastion du socialisme le plus pur». Cuba offre aux visiteurs étrangers tous les clichés habituels : soleil, plage, musique, vieilles limousines américaines...

La vie quotidienne à Cuba est toutefois bien plus difficile, plus complexe et plus spartiate que ne peuvent l'imaginer les touristes venus chercher le soleil. Une grande partie des infrastructures se trouvent dans un état de délabrement pitoyable. Beaucoup de maisons tombent en ruine. Le salaire moyen d'un fonctionnaire atteint à peine 30 dollars par mois.

Depuis quelques années, Cuba est l'un des pays prioritaires de la coopération suisse au développement. Je suis responsable de l'orientation stratégique de notre programme, de la gestion du personnel local et de l'établissement de rapports sur les résultats.

«La vie quotidienne à Cuba est beaucoup plus difficile que ne peuvent l'imaginer les touristes venus chercher le soleil.»

tats. Je joue donc pour ainsi dire le rôle de charnière entre la centrale de la DDC, les autorités cubaines, notre ambassadrice et mes collaborateurs.

La Havane est une ville bruyante. Dans tous les coins et derrière toutes les portes retentissent des bruits, de la musique et des cris. C'est pourquoi j'aime les premières heures de la journée, avant que la cité s'éveille et se mette à bourdonner. Je me rends au bureau avant le lever du soleil. Chaque matin, un colibri posé sur un câble électrique me salue. La chaleur, les nids de poule, les averses tropicales et les gaz d'échappement des vieux taxis collectifs m'ont dissuadé d'aller travailler à vélo.

Pendant la première heure, tout est calme. Cela me permet d'organiser ma journée, de répondre



aux courriels arrivés de Berne durant la nuit et de m'informer sur l'actualité internationale. À huit heures, lorsque les employés cubains arrivent, le volume sonore monte automatiquement, du moins aussi longtemps que durent les traditionnelles salutations matinales, accompagnées d'un petit café sucré. Les entretiens ainsi que le traitement de dossiers ou de questions provenant de Cuba et de Suisse occupent la majeure partie de ma journée. Par ailleurs, j'accueille toujours plus souvent des visiteurs venus du monde entier, que j'essaie de familiariser avec le mode de vie cubain. Malgré une certaine ouverture, Cuba reste en effet un pays relativement compliqué.

Je m'efforce d'aller visiter le plus souvent possible nos projets sur le terrain. Pour ce faire, en tant qu'étranger, je dois annoncer mon déplacement aux autorités au moins un mois à l'avance. Depuis 2008, les petits paysans ont obtenu des droits d'utilisation sur 1,5 million d'hectares de terres. Ils représentent un énorme potentiel pour le développement de l'économie locale. À chaque visite, j'éprouve une grande joie en voyant comment ils exploitent les possibilités qui leur sont offertes.

Cuba a entamé un processus de réforme en 2011. En décembre 2014, Raúl Castro et Barack Obama ont annoncé la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis. En mars dernier, le président Obama est venu ici en visite officielle. Les choses bougent, mais il reste d'importants défis à relever. Malgré les récents changements, la croissance reste modeste et ne profite guère à la population. ■

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen ; de l'allemand)

Soutenir les réformes

À Cuba, la DDC finance treize projets à long terme, qui sont mis en œuvre par des institutions cubaines. En 2015, elle a consacré 9 millions de francs à ce programme. Les projets ont pour but de renforcer les communes, d'intensifier la participation citoyenne et d'améliorer la qualité des services. L'agriculture joue aussi un rôle clé. Dans ce domaine, la DDC soutient l'utilisation de ressources locales (énergies renouvelables, matériaux de construction), tout en aidant les petits paysans à diversifier et à accroître leur production. Dorénavant, elle mettra également l'accent sur la formation professionnelle, l'intégration des groupes de population vulnérables et les effets du changement climatique, afin de mieux promouvoir le développement local.

Une journée entre le Callejón et ma vie

Le jour se lève. Je m'en rends compte, les yeux entrouverts, parce que le vendeur de pain passe devant ma fenêtre. Comme d'habitude, à 6 heures 15, il est déjà en train de crier à tue-tête: «Du pain, du bon pain chaud avec du beurre, du pain...» Le quartier commence à bouger. Des filles et des garçons se rendent à l'école, accompagnés de leurs parents. D'autres y vont seuls. Ceux-là portent généralement des uniformes mal entretenus, mais cela ne choque personne dans le quartier.

Je sors de chez moi. Les rues de Matanzas ne changent pas. Toujours la même absence de couleurs et ces ordures qui ne disparaissent pas. Cela me rappelle que je dois poursuivre mes efforts pour essayer de changer les mentalités. Souvent, les gens ne savent pas ce qu'ils veulent, parce qu'ils doivent lutter jour après jour pour leur existence. Je parcours la ville à toute vitesse, comme d'habitude, pour régler des affaires en suspens. Puis je me rends au Callejón de las Tradiciones (ruelle des traditions), un espace créé par le projet socioculturel AfroAtenas. Dès qu'elle m'aperçoit, Juana m'appelle et me demande de passer la voir. Comme d'habitude, elle veut me raconter les potins de la veille et tout ce qui se dit sur le projet. On vient de nous attribuer les magasins et tout le monde se demande ce que nous allons en faire. Adriana et Zuleika se plaignent des caniveaux qu'elles viennent juste de nettoyer. Pepe étudie de nouvelles techniques de *tai chi*, qu'il enseignera aux enfants et «aux autres vieux du quartier», comme il dit. Cela me rend toujours heureux de réussir à intégrer un laissé-pour-compte et de voir que notre projet est désormais très important pour lui. Subitement, comme chaque jour à la

même heure, la dame qui vend des *empanadas* fait son apparition. Ces petits chaussons farcis de noix de coco, de viande ou de goyave sont si délicieux et si bon marché que tout le monde se précipite pour en acheter, moi le premier.

Depuis quelques jours, le quartier est plus animé. Dans la taverne, on joue de la musique sans discontinuer. Les offres avantageuses attirent de nombreux curieux qui s'achètent souvent une bière fraîche, car il fait très chaud. Je me tiens devant le bâtiment que nous sommes en train de restaurer avec la DDC. J'hésite entre rire et pleurer. Je fais le compte de nos succès, mais aussi du travail qui reste à faire. Tout à coup, les jurons de Lili m'arrachent à mes pensées. Elle se bagarre avec la mulâtre dans la maison. Mieux vaut rester à l'écart, pour éviter que sa colère ne s'abatte sur moi. Seigneur! Il y a tant de choses à changer ici que cela m'épuise et me rend presque fou: la lutte quotidienne, le hachis de soja, la chaleur, les deux nouveaux chiffres dans les numéros de téléphone, le quartier... Je me rends chez la poétesse Carilda Oliver Labra. Sa tendresse et son sourire m'apaisent. C'est une bénédiction d'être son ami et son conseiller en relations publiques.

Comme tous les vendredis, je rencontre Jorgito, Magela, Yarima, Yasset et Dariel. Nous planifions les étapes du projet et recherchons des fonds afin de les mettre en œuvre. Il y a toujours des détails qui viennent agrémenter nos réunions. Aujourd'hui, c'est le conte *El Buscador* (le chercheur) qui m'a le plus touché. J'étais au bord des larmes. Le fait d'être gay me rend peut-être plus sensible que d'autres. C'est ridicule.



Yoelkis Torres Tápanes est âgé de 31 ans et vit à Matanzas, ville surnommée «l'Athènes de Cuba». Il aime «l'impossible, la mer et l'amour profond». Il est le coordinateur du projet AfroAtenas, une initiative communautaire qui vise à promouvoir le développement local. En 2013, il a reçu le prix national Memoria Viva qui récompense la préservation de la culture cubaine. M. Torres Tápanes est également le producteur de *Timbalaye*, un festival international de rumba.
www.afroatenas.cult.cu

La semaine se termine. Entre le souci constant de terminer mon mémoire de master et l'agitation de la vie quotidienne, je mérite bien de me reposer un peu. Pour moi, il n'y a rien de mieux que de m'étendre sur le sable dans l'immense baie de Matanzas, d'écouter Malú ou Keren Ann et de me laisser caresser par la brise. Je me sens pousser des ailes. C'est le seul moment où je me sens libre et sans entraves. Quand le soleil se lève, tout recommence et je sais que je survivrai, que rien ni personne ne se dressera sur mon chemin. ■

(De l'espagnol)



Un label suisse s'impose à travers le monde

Le label « Cité de l'énergie » est décerné aux communes suisses qui mènent activement une politique énergétique durable. Il fait également école dans le domaine de la coopération au développement, notamment à Chefchaouen (Maroc), à Vinnytsia (Ukraine) et dans 21 communes chiliennes.



Selon le maire de Chefchaouen, au Maroc, il existe un grand potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique dans sa commune.

(jlh) Selon l'Agence internationale de l'énergie, le combat contre le changement climatique se gagnera dans les villes. C'est exactement le concept du label suisse « Cité de l'énergie », qui connaît un grand succès. Cette idée a été reprise dans de nombreux autres pays européens sous le nom de « European Energy Award » (EEA). Depuis peu, elle trouve également un écho dans quelques pays en développement ou émergents.

Un concept idéal pour la population

La plaque tournante est la plateforme interdépartementale pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la coopération internationale (Repic), gérée conjointement par le Seco, la DDC et l'Office fédéral de l'énergie. « Repic finance au plus 50% des coûts des projets soutenus. Cette initiative repose principalement sur des entreprises privées suisses et des partenaires locaux », explique Reto Thönen, de la DDC. Les projets liés au label « Cité de l'énergie » ne représentent qu'une part modeste de l'activité déployée, mais Repic met systématiquement l'accent sur le transfert de savoir et de technologie. C'est aussi ce que montre Mohamed Sefiani, maire de Chefchaouen, au Maroc, l'une des villes engagées dans ce processus : « Pour une commune marocaine, l'énergie n'est pas la priorité absolue. Néanmoins, il existe un grand

potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique. » Selon M. Sefiani, le concept EEA est idéal pour impliquer la population et prendre des mesures. « D'autres projets ont été lancés avec succès en Roumanie et en Ukraine », relève Daniel Menebhi, du Seco. La certification EEA a, par exemple, valu à la ville ukrainienne de Vinnytsia d'obtenir des fonds importants de la Banque mondiale pour d'autres projets ayant trait à l'énergie.

Des villes intelligentes en Inde

Le concept des Cités de l'énergie a inspiré le projet CapaCITIES, lancé par la DDC dans quatre villes indiennes. Le but est de limiter les émissions de CO₂ et d'aider les populations à s'adapter au changement climatique. Dans chacune des villes, il est prévu de constituer une équipe comprenant un conseiller suisse en EEA, un mentor indien et d'autres experts. Trois des quatre localités choisies participent au programme du gouvernement indien qui vise à transformer cent métropoles en *smart cities*. « Des projets ponctuels ne donnent que peu de résultats. En revanche, si nous parvenons à nous associer à un programme national, nous pouvons avoir un impact beaucoup plus large. C'est ce que nous recherchons », note Mirjam Macchi, de la DDC. ■

(De l'allemand)

Efficacité suisse

En Suisse, 4,4 millions de personnes vivent dans une Cité de l'énergie. Les communes portant ce label appliquent une planification systématique de leur espace, de leur énergie et de leurs transports. Elles s'efforcent d'utiliser davantage d'énergies renouvelables et d'améliorer leur efficacité énergétique. Pour obtenir cette certification, une localité doit avoir réalisé au moins 50% des mesures et objectifs préconisés. Le concept est typiquement suisse en ce sens qu'il mise sur le fédéralisme, les communes et l'implication des habitants. Au niveau mondial, les villes abritent plus de la moitié de la population et produisent environ 70% des émissions de CO₂. Le label « Cité de l'énergie » encourage une gouvernance locale axée sur la durabilité.
www.energiestadt.ch
www.repic.ch

Coopération contre l'esclavage moderne

Une grande partie des personnes acheminées en Suisse à des fins d'exploitation sont recrutées en Roumanie. Pour améliorer l'identification et la protection des victimes, la DDC soutient le renforcement de la coopération policière bilatérale dans la lutte contre la traite des êtres humains. Elle fournit aussi une aide aux enquêteurs roumains et finance des ONG locales.



Des activités clandestines, mais lucratives

La traite des êtres humains touche presque tous les pays du monde, que ce soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination. Elle comprend diverses formes d'esclavage, telles que le travail forcé dans des secteurs économiques ou imposé par l'État, l'exploitation sexuelle, la servitude domestique, la mendicité, la criminalité forcée ou le prélèvement d'organes. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, près de 21 millions de personnes sont victimes de travail forcé sur la planète. Dans l'économie privée, ces activités clandestines génèrent 150 milliards de dollars de profits illégaux par an, dont 99 milliards proviennent de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. www.ilo.org, chercher « Profits and poverty: the economics of forced labour »

La Roumanie est l'un des pays d'Europe les plus affectés par la traite des êtres humains. Ce problème revêt également une dimension transnationale.

(jls) Le 13 juillet dernier, la police roumaine a démantelé un vaste réseau de traite d'êtres humains dans le village de Gamacesti, au centre du pays. Elle a arrêté 38 suspects, membres d'un clan familial rom, et libéré 65 hommes et garçons qui étaient réduits en esclavage depuis huit ans. Ces derniers vivaient dans des conditions révoltantes : ils étaient enchaînés, affamés, battus et forcés à mendier ou à exécuter divers travaux.

La Roumanie est l'un des pays européens les plus affectés par la traite. Ce fléau ne se limite pas au territoire national, mais revêt également une dimension transnationale. En Suisse, de nombreuses victimes sont d'origine roumaine. Elles sont exploitées principalement à des fins sexuelles. Ce-

pendant, il est difficile de les identifier et de les protéger, car elles hésitent à parler par peur des représailles. Pour augmenter le nombre de cas détectés, la DDC finance depuis 2015 un projet qui vise à améliorer l'efficacité de la coopération policière entre la Suisse et la Roumanie. « Il s'agit surtout de renforcer les partenariats institutionnels et l'échange de savoir-faire », relève Sophie Delesert, chargée de programme à la DDC. Ce projet, financé par la contribution suisse à l'élargissement de l'UE, doit s'achever fin 2017. Un consortium de trois organisations suisses (Coginta, Team Consult et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées DCAF) en assure la supervision financière et opérationnelle.

Visites d'étude et semaines d'action

Durant le projet, quatre visites d'études ont lieu en Roumanie et deux en Suisse. À cette occasion, des policiers et des ONG d'aide aux victimes abordent divers problèmes relevant de la traite des êtres humains. Ils échangent des informations et nouent des contacts qui faciliteront leur coopération ultérieure.

Le projet organise également quatre «semaines d'action», afin d'améliorer l'identification des victimes en Suisse: des experts roumains se joignent à des policiers de différents cantons, qui procèdent à des contrôles dans les milieux de la prostitution; ils approchent les travailleuses du sexe roumaines et tentent de gagner leur confiance. «Les deux premières semaines d'action ont donné des résultats très probants. Les équipes mixtes ont pu obtenir de précieuses indications sur de possibles rapports d'exploitation», indique Anne-Florence Débois, porte-parole de l'Office fédéral de la police.

De leur côté, des policiers suisses se rendent en Roumanie pour suivre un cours d'une semaine sur la langue et la culture roms à l'école de police de Slatina. «Marginalisées, les communautés roms sont vulnérables au phénomène de la traite et de la criminalité. Connaître leurs codes et leur fonctionnement doit permettre aux enquêteurs suisses de mieux interagir avec elles», explique Dominique Wisler, directeur de Coginta.

Collaboration entre Genève et Bucarest

Des clans roms sévissent notamment sur l'Arc lémanique. «Ils tirent leurs revenus de la mendicité, de la prostitution ou en commettant des escroqueries, souvent au préjudice des personnes âgées», souligne Christophe Boujol, commissaire de police à Genève. Pour combattre cette criminalité itinérante, la police cantonale genevoise expérimente une nouvelle forme de collaboration: depuis 2013, un inspecteur roumain est intégré à ses services; il participe au travail de la police judiciaire et facilite les échanges de renseignements avec les autorités de Bucarest. Ses frais de séjour sont pris en charge par le projet. «La présence permanente d'un confrère roumain a des effets bénéfiques. Cela nous permet d'entrer plus facilement en contact avec les prostituées originaires de ce pays et avec les clans roms», apprécie Christophe Boujol.

En Roumanie même, le projet apporte un soutien matériel aux unités multidisciplinaires de lutte contre la traite, qui comprennent des policiers, des ONG et des procureurs. Il les a dotées de trois fourgons pour leurs déplacements et le transport des victimes. Il a financé la construction



Un jeune mendiant rom avec son piano devant la gare de Genève.

de salles insonorisées dans les commissariats, afin de garantir la confidentialité des auditions des victimes et des témoins. Enfin, la mise en place d'un réseau informatique va améliorer la communication au sein de la police.

Des ONG en manque de financement

Dans le contexte de la contribution suisse à l'élargissement, un autre projet met en place un mécanisme national de financement des ONG. «Les personnes extraites des réseaux souffrent de graves traumatismes. Elles ont subi des violences physiques et une énorme pression psychologique», remarque Stela Haxhi, cheffe de programme au DCAF. «Il faut pouvoir les héberger dans des centres d'accueil, les protéger, leur offrir un soutien psychosocial et les aider à se réinsérer dans la société.» Or, les ONG qui offrent ce type d'assistance en Roumanie manquent cruellement de moyens.

Le projet verse des fonds à l'Agence nationale contre la traite des personnes, laquelle les redistribue aux ONG. «Cette plateforme étatique doit apprendre à allouer des subventions sur la base d'un appel d'offres et à suivre la mise en œuvre des activités financées», indique M^{me} Haxhi. Après la fin du projet en 2018, l'agence aura ainsi la capacité de gérer les fonds qu'elle devrait recevoir de l'État roumain et continuera d'assister les victimes via les ONG. ■

La contribution à l'élargissement

La Suisse cofinance environ 300 projets visant à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie. Elle y consacre au total 1,3 milliard de francs. La contribution à l'élargissement est répartie entre les treize pays ayant adhéré à l'UE depuis 2004. Elle est mise en œuvre par la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie, qui définissent le contenu des projets avec les pays partenaires. Pour la Roumanie, la contribution s'élève à 181 millions de francs. Elle finance 26 projets qui s'inscrivent dans sept fonds thématiques. Les projets de lutte contre la traite des êtres humains font partie du fonds «Sécurité». Ce dernier a pour objectif d'aider la Roumanie à mettre en œuvre les accords de Schengen, à augmenter la sécurité sociale et à combattre la corruption ainsi que le crime organisé.

DDC interne



Christoph Berger/leif

La culture au cœur de la reconstruction

(bm) En Afghanistan, la guerre a causé des dommages considérables au patrimoine culturel : des sites et des monuments historiques ont été pillés ou détruits ; une répression violente s'est abattue sur toutes les formes d'expression culturelle, en particulier sous le régime des talibans.

Composante importante de l'identité afghane, la culture est appelée à jouer un rôle clé dans le processus de réconciliation et de reconstruction de l'unité nationale. À ce titre, un projet de la DDC vise à renforcer le pluralisme dans ce domaine et la compréhension mutuelle. Il entend favoriser la participation des citoyens, notamment des femmes et des jeunes, à des activités culturelles. Il veut également accroître les capacités des institutions concernées, tant publiques que privées, et des artistes eux-mêmes dans cinq régions du pays.

Durée du projet : 2016-2019

Volume : 1,4 million CHF

Des prévisions ciblées

(sauya) L'observation de facteurs climatiques hydrométéorologiques permet d'améliorer la gestion des ressources en eau d'une région ou d'un pays. Un projet de l'Organisation météorologique mondiale, soutenu par la DDC, associe méthodes traditionnelles d'observation et nouvelles technologies (p. ex. des téléphones portables) pour transmettre

plus rapidement les informations aux populations concernées. Il doit notamment créer un Mécanisme mondial d'appui à l'hydrométrie et une plateforme d'innovation. Le but est de faire en sorte que les riverains de lacs, de cours d'eau ou de la mer puissent prévoir de manière plus ciblée les catastrophes naturelles, comme les inondations et les sécheresses. Le projet doit aussi assister les autorités dans la prise de décision et contribuer au suivi de l'objectif de développement durable, qui porte sur l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Durée du projet : 2016-2019

Volume : 3,37 millions CHF

Aide humanitaire accrue en Irak

(ung) La DDC a débloqué 1 million de francs supplémentaires pour assister les habitants de Falloujah, au centre de l'Irak, et les civils qui fuient les combats dans la région de Mossoul, au nord du pays. La population irakienne paie un très lourd tribut aux affrontements entre l'armée gouvernementale et le groupe État islamique. Cette nouvelle contribution de la Suisse permettra de renforcer les activités de protection et l'accès à l'eau potable pour les personnes déplacées au centre du pays. Elle vient s'ajouter aux 9 millions de francs déjà prévus cette année pour l'Irak.

Durée du projet : 2016

Volume : 1 million CHF



Xinhua News Agency/Polars/leif

Douze ambulances pour la Syrie

(ung) En Syrie, les services de santé manquent cruellement d'ambulances face aux destructions, aux attaques contre les hôpitaux et au nombre très important de victimes. Dans la région d'Alep, l'une des plus durement touchées par le conflit et regroupant plus de 2 millions de personnes, il n'existe plus aucun système opérationnel d'ambulances. Pour répondre à ces besoins, la DDC a remis douze ambulances neuves au Croissant-Rouge arabe syrien. Sept sont



DDC

destinées à l'antenne de cette organisation à Alep et cinq à son siège principal de Damas. La DDC couvrira les frais d'exploitation et de maintenance des véhicules pendant plusieurs mois.

Durée du projet : 2016-2017

Volume : 9 millions CHF

Système de traçabilité du bétail

(dce) En Géorgie, l'élevage joue un rôle important dans l'agriculture. Accroître sa productivité est une priorité pour le gouvernement. Pour y parvenir, celui-ci mise notamment sur la mise en place d'un système de traçabilité. Il est en effet indispensable de connaître l'origine des animaux et de récolter des informations sur leur santé, notamment pour éviter la propagation de maladies. Cela permet ensuite de garantir la sécurité alimentaire en empêchant la commercialisa-

tion de produits issus d'animaux malades. La DDC soutient le développement de ce système. À long terme, les petits paysans pourront ainsi augmenter leurs revenus, d'une part grâce à une baisse de la mortalité dans leurs élevages, d'autre part grâce à un meilleur accès aux marchés pour le bétail et les produits d'origine animale.

Durée du projet : 2016-2024

Volume : 6,3 millions CHF

Des médicaments pour tous

(sauya) L'accès aux médicaments est indispensable pour permettre à tous de vivre en bonne santé. Dans de nombreux pays pauvres, les procédures d'homologation durent toutefois plusieurs années. Afin de remédier à cette situation, la DDC collabore avec l'Institut suisse des produits thérapeutiques (Swissmedic), l'Organisation mondiale de la santé, la Fondation Bill et Melinda Gates et les autorités des cinq États qui forment la Communauté d'Afrique de l'Est. Le but est d'harmoniser



Tadej Znidaric/Photo/leif

la procédure d'homologation dans ces cinq pays et de renforcer les compétences techniques des instances nationales de contrôle. Ainsi, les nouveaux médicaments pourront être lancés plus rapidement et sur un plus vaste territoire.

Durée du projet : 2015-2017

Volume : 1,97 million CHF

Un outil innovant pour financer l'aide humanitaire

Les acteurs humanitaires et ceux de la coopération sont confrontés à une baisse constante des dons et de l'aide publique au développement. Ils cherchent donc des modèles financiers innovants et attrayants, afin que le secteur privé participe davantage au financement de projets dans les pays pauvres. Cette évolution ne plaît cependant pas à tout le monde. De Luca Beti.



Pour financer des centres de réadaptation destinés aux blessés de guerre, comme celui-ci à Kaboul, le CICR recherche des fonds auprès d'investisseurs privés.

« Nous devons étudier et développer de nouveaux instruments pour financer les opérations humanitaires », a indiqué Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), en janvier dernier lors du Forum économique mondial à Davos. L'un de ces instruments est le prêt humanitaire, mis à disposition par des investisseurs sociaux. Jusque-là, rien de particulier. Cela fait des années que l'on parle d'une participation plus importante de l'économie privée au financement de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. Le fait que des fondations, des investisseurs institutionnels et des particuliers puissent tirer profit de ces prêts humanitaires soulève toutefois certaines critiques. « Il est inacceptable de gagner de l'argent grâce à la souffrance humaine », affirme la conseillère nationale Mattea Meyer. Durant l'heure des questions au Parlement, cette députée socialiste a demandé des informations au

Département fédéral des affaires étrangères à ce sujet. « Nous n'encourageons pas le profit sur le dos des personnes dans le besoin », répond Christopher Greenwood, chef de l'unité Philanthropie au CICR. « Nous développons un modèle qui permet de récolter les montants nécessaires au financement de projets à risque. Et c'est pour le risque assumé que les partenaires privés reçoivent une contrepartie financière. »

Modèle financier innovant

Au cours des cinq prochaines années, le CICR a l'intention de construire des centres de réadaptation physique destinés aux blessés de guerre en Afghanistan, en Irak, au Mali ou au Yémen. Les coûts de ce programme se montent à 35 millions de francs, une somme qu'il est difficile à l'heure actuelle de récolter auprès des pays donateurs. « De nombreux États européens traversent une période

Investir dans le développement

Un tiers des investissements pour le développement au niveau mondial sont gérés depuis la Suisse, selon une étude de l'association Swiss Sustainable Finance (SSF) publiée en avril dernier. En 2015, cela a représenté près de 10 milliards de dollars, une somme en hausse de 18,4% par rapport à l'année précédente. Environ 80% des fonds ont été accordés à de petites entreprises sous la forme de microcrédits, 6% sont allés à des projets énergétiques et 4% au secteur agricole. « Les investissements pour le développement offrent un double bénéfice : ils réduisent la pauvreté, tout en garantissant aux investisseurs des rendements durables dans un contexte économique difficile », écrit SSF dans un communiqué. www.sustainablefinance.ch, « *Swiss Investments for a Better World* »



Vincent Lecomte/laif

Des obligations suisses à impact sur le développement ont été émises afin d'améliorer la formation scolaire de 15 000 enfants dans l'État indien du Rajasthan.

économique difficile. Cette situation se répercute sur les dons», rappelle Georg von Schnurbein, directeur du Centre d'études de la philanthropie en Suisse.

Dans le jargon, on parle d'obligations à impact humanitaire (*humanitarian impact bonds*, HIB) ou d'obligations à rendement sur résultats (*pay-for-success bonds*). La rentabilité de tels placements dépend des résultats obtenus par le projet. La réalisation des objectifs, évaluée au moyen d'indicateurs, détermine le montant du profit ou de la perte des investisseurs privés. Prenons l'exemple du CICR pour expliquer comment fonctionnent les HIB : la construction des centres de réadaptation est financée par un investisseur et réalisée par le CICR ou une ONG locale ; au terme du contrat, des experts externes déterminent dans quelle mesure les objectifs fixés ont été atteints ; si le projet a produit l'impact espéré, un pays donateur – la Belgique, par exemple – restitue l'argent au sponsor privé en y ajoutant un intérêt. Dans le meilleur des cas, ce rendement peut atteindre 10%. « Une telle démarche est intéressante, car le gouvernement n'utilise l'argent des contribuables que pour des projets ayant obtenu des résultats concrets », souligne Christopher Greenwood.

Bénéfices économiques et sociaux

Le modèle élaboré par le CICR s'inspire des obligations à impact social (*social impact bonds*, SIB), un

instrument lancé pour la première fois en 2010 en Grande-Bretagne. En août 2014, on dénombrait au moins 25 projets financés par des SIB, en majorité dans les pays anglo-saxons. Les SIB se basent, elles aussi, sur une collaboration de plusieurs années entre l'État, des investisseurs et des ONG. Leur objectif est d'impliquer le secteur privé dans le financement de mesures sociales, par exemple des projets d'intégration professionnelle.

Les obligations à impact sur le développement (DIB) fonctionnent de manière analogue, mais dans un contexte différent. Contrairement aux SIB qui financent des programmes à l'intérieur des frontières nationales, elles ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. À l'heure actuelle, il existe encore peu de DIB. L'une d'elles a été lancée en 2014 dans le domaine de l'éducation par la fondation suisse UBS Optimus et la Children's Investment Fund Foundation (Ciff), une organisation philanthropique britannique. D'ici 2018, ce projet doit améliorer la formation scolaire de 15 000 enfants, dont 9 000 filles, dans l'État indien du Rajasthan. Si les principaux objectifs sont atteints, la Ciff restituera à la fondation suisse le capital initial de 270 000 dollars. Elle y ajoutera un rendement de 15% sur trois ans. Pour Pierre-Guillaume Kopp, porte-parole d'UBS Optimus, le modèle basé sur les DIB est intéressant, car il conjugue profit économique et impact social dans les pays pauvres.

Mise en œuvre de l'Agenda 2030

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable s'est réuni à New York du 11 au 20 juillet dernier. C'était sa première session depuis l'adoption en septembre 2015 de l'Agenda 2030. L'objectif de cette plateforme d'échange et de partage est de superviser les progrès réalisés au niveau national et international dans la réalisation des 17 Objectifs de développement durable. Les participants ont examiné les mesures de mise en œuvre présentées par 22 pays, dont la Suisse, et le premier rapport mondial sur les progrès accomplis. La délégation suisse était dirigée par Manuel Sager, directeur de la DDC. www.unstats.un.org, « Report 2016 »

Comblent le fossé, mais comment ?

«La DIB encourage une utilisation ciblée de l'argent. Grâce à l'évaluation des objectifs atteints, elle démontre que l'investissement a produit un résultat concret», estime Georg von Schnurbein. «C'est un outil idéal pour combler les lacunes financières dans le domaine de la coopération au développement.» De fait, le fossé entre les besoins et les moyens disponibles ne cesse de se creuser. Fin juillet dernier, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires a indiqué qu'il manquait encore 14,7 milliards de dollars – sur les 21,9 milliards nécessaires – pour venir en aide aux quelque 97 millions de personnes victimes de crises humanitaires dans quarante pays. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable coûtera 5000 à 7000 milliards de dollars par an. Entre 3500 et

suit la députée. «Il serait inacceptable que l'État soutienne un instrument financier permettant à des entreprises privées ou à des multinationales de redorer leur image et de faire des profits.»

Un instrument à perfectionner

Pour l'instant, la Suisse ne participe pas au financement d'obligations dans le cadre de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Elle suit toutefois avec intérêt le débat international sur ce thème. La DDC et le Seco portent un regard positif sur ce mécanisme innovant, car il favorise l'efficacité des projets. En outre, ce modèle de financement pourrait amener le secteur privé à soutenir davantage les programmes dans les pays du Sud. Tel est précisément l'objectif du CICR. «Tout le monde parle de partenariats entre investisseurs privés et gouvernements, mais l'on n'a pas encore observé de réels progrès. Avec notre projet pilote,



Urs Stegenthäler

En collaboration avec des investisseurs privés et Caritas, le canton de Berne a lancé un projet pilote d'obligations à impact social, afin d'améliorer l'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire.

4500 milliards seront nécessaires rien que dans les pays pauvres, un montant trente fois supérieur à celui de l'aide publique au développement. «Ce n'est pas avec des modèles financiers comme les DIB que l'on parviendra à combler ce fossé. Il serait préférable de soustraire moins d'argent aux pays du Sud», affirme Mattea Meyer. Elle fait référence aux flux financiers illicites dont le volume s'élève à 1100 milliards de dollars par an, selon l'institut de recherche américain Global Financial Integrity. «C'est dans ce domaine fiscal que l'économie privée doit assumer ses responsabilités», pour-

nous espérons tirer des enseignements importants», affirme Christopher Greenwood. Les obligations à impact humanitaire ou sur le développement ne permettront certainement pas de combler le fossé entre les besoins et les ressources à disposition. Elles ne sont pas non plus exemptes de défauts: trop d'acteurs impliqués; choix des indicateurs quelque peu aléatoire; vérification onéreuse des résultats. Il reste à espérer que cet instrument novateur bénéficie surtout aux personnes défavorisées. ■

(De l'italien)

Une première en Suisse

En juin 2015, le canton de Berne a créé – pour la première fois en Suisse – un projet financé par des obligations à impact social. Le but est d'améliorer l'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire, et de réduire ainsi les dépenses de l'aide sociale. La Direction cantonale de la santé publique et de la protection sociale collabore avec Fokus Bern, une initiative d'entrepreneurs, et la section locale de Caritas. Les entreprises investissent 2,7 millions de francs dans ce projet qui s'achèvera en 2020. Si Caritas atteint 95 à 105% des objectifs fixés, le canton remboursera les investisseurs. Si les objectifs sont dépassés, il leur versera également un bonus. En cas d'échec, les investisseurs perdront une partie de leur argent.

Le diable veille sur les coutumes colombiennes

La Colombie est le seul pays d'Amérique du Sud dont les côtes baignent à la fois dans l'océan Atlantique et dans l'océan Pacifique. À l'ouest, elle est dominée par la Cordillère des Andes. En outre, elle partage l'Amazonie avec ses voisins méridionaux (Brésil, Venezuela et Pérou) et l'Orénoquie avec le Venezuela. Sans avoir de saisons bien définies, ce pays des Caraïbes réunit toutes sortes de climats et d'altitudes. Une telle variété implique d'importantes ressources naturelles ainsi qu'une grande diversité culturelle et ethnique.

Au 16^e siècle, quand les *conquistadores* espagnols sont arrivés, des peuples indigènes vivaient dans cette région. Ces derniers se sont rapidement mêlés aux Européens et aux Africains que les colons avaient amenés avec eux en tant qu'esclaves. Ce brassage a donné naissance à une nation pluriethnique. Le pays connaît également une réalité multiculturelle forte, due notamment à la diversité climatique et au relief accidenté qui ont maintenu des populations

séparées pendant des siècles. Bien qu'elles partagent des valeurs et des éléments culturels communs, les différentes communautés ont conservé des caractéristiques spéciales et des traits distinctifs. Elles célèbrent la vie, le pardon, la solidarité et parfois même la mort. Plus de 3400 fêtes se déroulent chaque année en Colombie. Cependant, les carnivals – on en recense officiellement environ 140 – occupent une place à part. La plupart d'entre eux mêlent les traditions indigènes et afro-colombiennes. Ils unissent des villages entiers dont les habitants se livrent corps et âme à la fête pendant plusieurs jours.

L'année débute avec le Carnaval des Noirs et des Blancs. Né dans la ville de San Juan de Pasto, il s'est étendu entre-temps à plus de septante localités dans les départements de Cauca et de Nariño, au sud-ouest du pays. Pendant six jours de liesse, de défilés et de danses, on commémore un décret édicté en 1607 par le roi d'Espagne, qui autorisait les esclaves noirs de la région à être libres durant une

journée. Ce carnaval est un hymne à l'égalité. La tradition veut que les participants se peignent le visage en noir pendant un jour et en blanc le lendemain.

Tandis que le sud du pays célèbre l'égalité, le centre met Satan à l'honneur. D'après la tradition du département de Caldas, c'est lui en effet qui est chargé de veiller aux bonnes relations et à la coexistence pacifique. Le Carnaval du Diable a lieu tous les deux ans pendant six jours à Riosucio. Ses origines remontent au 19^e siècle. À cette époque, deux villages voisins, qui entretenaient une rivalité historique, se sont unis pour conjurer la menace proférée par deux prêtres : le diable punirait ces communautés si elles ne parvenaient pas à vivre en paix. Depuis lors, entre danse et alcool, les habitants du Caldas et les touristes lancent le même message de fraternité.

Une semaine avant le Carême, la vallée de Sibundoy, dans le département de Putumayo, invite les peuples indigènes inga et camsa à faire la fête. Il est difficile de trouver une preuve plus évidente du syncrétisme culturel dont est imprégnée la société colombienne. Hormis quelques touristes, les participants à ce carnaval sont tous des indigènes attachés à leurs traditions et à leur histoire. Ils entament les célébrations par un défilé et la bénédiction de l'Église catholique (une religion que les colons espagnols leur ont imposée jadis par la force). Bien que les Ingas et les Camsas aient conservé leurs croyances ancestrales, leur carnaval débute par la bénédiction catholique des sceptres qui symbolisent l'autorité et l'indépendance de ces peuples indigènes.

Et ainsi de suite... Je pourrais vous décrire les 137 autres carnivals du pays.

Leur impact économique est indéniable. Plus que des immenses fêtes, ce sont des catalyseurs de l'économie locale et des niches de développement. Les carnivals resserrent également les liens communautaires et culturels. Au 21^e siècle, ils survivent à la mondialisation qui, paradoxalement, rapproche les régions de la planète, mais isole les gens et favorise l'individualisme. ■

(De l'espagnol)



Ana María Arango vit et travaille à Bogotá, la capitale colombienne. Elle est journaliste, animatrice et analyste politique dans le cadre d'une émission de télévision très populaire, *El primer Café*, diffusée sur la chaîne Canal Capital. Ce programme traite avec humour de la politique et de l'actualité. Au cours des dernières années, Ana María Arango a également été active comme conseillère dans des domaines tels que la coopération au développement, la gestion de l'information, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. « Mais avant tout, je suis professeure, c'est ma vocation première », précise la jeune femme qui enseigne les sciences politiques à l'Université Externado de Colombia, à Bogotá. « Enseigner n'est pas seulement ma profession, c'est aussi mon hobby. »



Ivan Pizarro/Archivolt/istock

Les nouvelles voix du monde

Groupes punks en Bolivie et en Indonésie, rappers au Pakistan, musique électronique en Égypte, pop underground en Afrique du Sud et au Nigéria... De nouvelles voix se font entendre. Elles redéfinissent le monde. De Thomas Burkhalter*.



1



Bishi (2)

L'accélération de la mondialisation et de la numérisation est en train de révolutionner la création musicale à tous les niveaux : production, financement, promotion et commercialisation. Des logiciels et des applications bon marché stimulent la production comme jamais. De Djakarta à La Paz, du Cap à Helsinki, des morceaux polyphoniques et des vidéoclips étonnants voient le jour dans de minuscules studios. La promotion tire profit des atouts du numérique : grâce à Internet et aux médias sociaux, le moindre son peut en théorie être entendu partout dans le

monde. Autrement dit, l'internaute qui fait une recherche sur Soundcloud ou YouTube, ou qui lit des blogs en ligne entre dans un univers différent de celui que les médias traditionnels veulent bien nous présenter. Aujourd'hui, la musique d'Afrique donne le ton dans les clubs européens. On ne peut plus la réduire simplement au rang de « musique du monde ». Des biennales internationales accueillent la production expérimentale d'artistes venus d'Asie et du Proche-Orient. À en juger par le nombre de *podcasts* publiés sur des plateformes en ligne, comme Mixcloud, l'art radio-



2

Laetitia Boulud

phonique africain, asiatique et latino-américain a le vent en poupe.

Nouvelles sonorités, nouvelles images

Ces musiciens du Sud choisissent des thèmes et des sonorités qui étaient boudés jusqu'à présent dans leurs pays. Il ne s'agit plus de mettre en avant la musique traditionnelle ou les spécificités locales. Certains parlent de guerre, de violence, de propagande ou de fanatisme. C'est le cas notamment de l'animateur radio irlandais Bernard Clarke et de l'artiste bruitiste israélien David Oppenheim. D'autres se penchent sur le racisme et les représentations exotiques de l'étranger. Avec son sitar, la chanteuse et musicienne Bishi, double-nationale britannique et bangladaise, s'approprie le répertoire populaire anglais dans une diction parfaite. Elle bat ainsi en brèche le mirage d'une

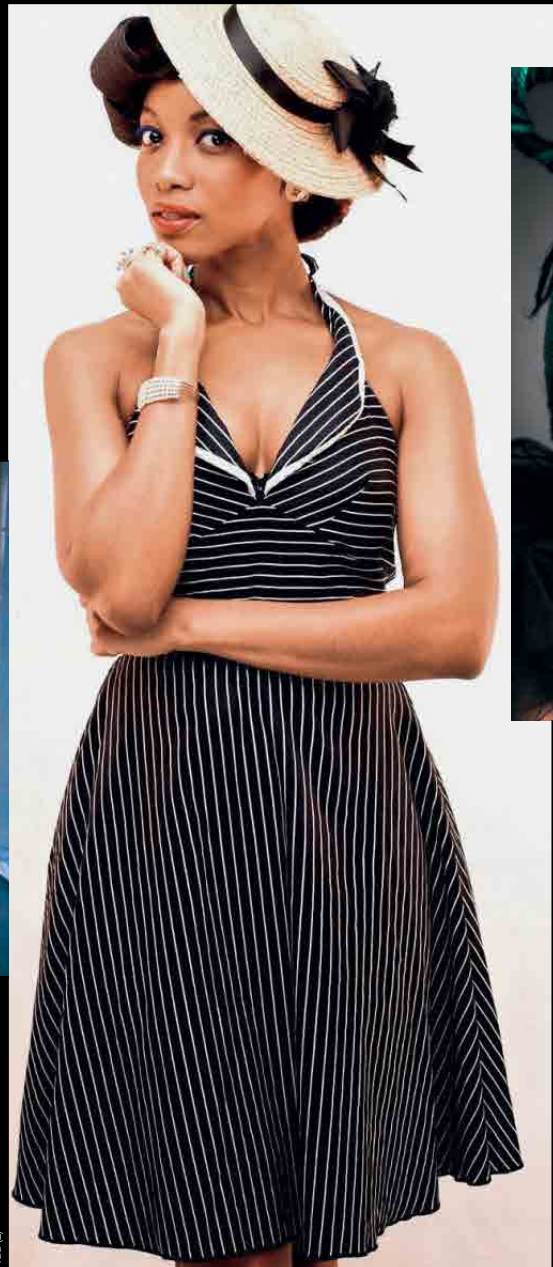
identité britannique pure et blanche. D'autres encore questionnent une répartition rigide des rôles et les clichés qui s'y rattachent, rejetant homophobie et sexisme. La Nigérienne Temi DollFace décline dans un vidéoclip les produits Pata Pata qui la débarrasseront enfin de son mari. De son côté, le chanteur homosexuel sud-africain Umlilo s'attaque aux préjugés et à la discrimination. Avec le label NON Worldwide et ses artistes africains de la diaspora des deuxième et troisième générations, de nouvelles identités noires émergent de sonorités et de montages d'éléments empruntés à divers médias. Ainsi se tisse un réseau planétaire qui donne naissance à un mouvement Black Power revisité et à un nouvel afrofuturisme.

Ironie et parodie au programme

Les approches musicales et artis-



4



tiques sont multiples. Certains s'emparent de sonorités et d'images appartenant aux époques, aux lieux et aux contextes les plus divers, pour les entremêler avec délices. D'autres protestent contre le statu quo chez eux ou à l'autre bout du monde. Ils le font d'une manière qui n'a plus rien à voir avec celle de l'auteur-compositeur-interprète. Au programme : ironie, parodie ou thérapie de choc. Préférant aux archives étatiques les « anarchives », quelques artistes explorent les sonorités de la culture commerciale de masse, en les manipulant tantôt de façon très expérimentale, tantôt via la parodie et l'humour. Le duo libano-suisse Praed recycle des

éléments disparates de la culture médiatique arabe. Il faut s'imaginer une chanson du spectacle germanophone *Musikantenstadt*, que l'on passerait à travers des filtres et des effets spéciaux pour la jouer à rebours ou la saucissonner avant de la recomposer. Les sonorités sont de celles que les élites culturelles considèrent comme des inepties, des produits de seconde zone ou du kitsch. En Grande-Bretagne, des labels tels que PC Music produisent une musique qui persifle le commerce. À moins qu'il ne s'agisse simplement d'une très mauvaise pop ? Les auditeurs doivent remettre constamment en question leurs critères musicaux.

Une fenêtre ouverte sur l'avenir

Cette musique qui rejette tout carcan est riche en contradictions et en pistes d'interprétation. Elle reflète le chaos de notre planète, le rythme effréné du quotidien, la rage qu'inspirent politique internationale et économie, mais aussi l'espoir d'assurer son existence par cet art. Évaluer hâtivement de telles productions serait regrettable, tant elles recèlent d'éléments inaboutis, évolutifs, oscillant entre sommets et creux de la vague. Ces artistes se penchent sur les interrogations et les conceptions esthétiques de l'époque contemporaine. Leur musique ne rappelle en rien le passé : elle est de

notre temps et radicalement réaliste.

Apparemment, la musique a le pouvoir de réordonner les changements et le désordre d'un monde toujours plus complexe. Elle est à même de digérer contradictions et tensions omniprésentes via des morceaux, des collages, des chansons ou des compositions. Véritables sismographes d'une époque, ces productions montrent ce qu'il est possible de faire aujourd'hui. Si la musique est une fenêtre ouverte sur l'avenir, comme l'affirment depuis longtemps théoriciens et compositeurs, alors celle-là est le miroir de nos géographies changeantes, de nos modernités plurielles. Au fond,



5

Dyan Cullane (2)



6

Thomas Burkhalter



8

Thomas Burkhalter



7

cette musique et ceux qui la créent annoncent l'avènement d'un nouvel ordre mondial, loin des fractures Nord-Sud et Est-Ouest. Elle anticipe de nouveaux rapports de force : le fameux glissement des zones économiques clés vers l'Asie et certaines parties de l'Afrique se manifeste déjà dans l'univers musical.

Sauver le monde

Morceaux, chansons, compositions et vidéoclips sont ainsi autant de visions – immédiates, engagées, puissantes, brutes parfois, souvent fragiles – d'un autre monde. Beaucoup de ces artistes prennent des risques. Certains reçoivent des menaces

de mort. Là où le commerce et le fanatisme régissent le quotidien, expérimenter et composer de la musique de qualité relève de l'acte politique. Dans de nombreux pays, cette production de niche est vue d'un mauvais œil par les autorités de censure, les politiciens et les extrémistes. Le rappeur pakistanais Ali Gul Pir en sait quelque chose. « Quand j'ai reçu les premières menaces de mort, j'ai su qu'il me fallait choisir : soit je dis ce que je pense, soit je me tais. J'ai choisi de parler et d'assumer seul les conséquences, même si le Pakistan est considéré comme le pays le plus dangereux de la planète », déclare-t-il. « J'essaie de faire quelque chose pour la ré-

putation de ma patrie. Je veux apporter ma pierre à l'édifice. Pas grand-chose. Juste sauver le monde. À ma façon. » ■

**Thomas Burkhalter est ethnomusicologue, journaliste musical indépendant et acteur culturel. Domicilié à Berne, il est le fondateur du réseau et magazine en ligne Norient.com. De nombreux artistes évoqués ici sont présentés dans un ouvrage édité par Norient, « Seismographic Sounds – Visions of a New World ». <http://book2016.norient.com>*

(De l'allemand)

1. Bishi, *Grande-Bretagne*
2. David Oppenheim, *Israël*
3. Praed – Raed Yassin (à gauche) et Paed Conca, *Liban*
4. Temi DollFace, *Nigéria*
5. Umlilo, *Afrique du Sud*
6. José Chameleone, *Ouganda*
7. Easy Fun Band, *Grande-Bretagne*
8. Ali Gul Pir, *Pakistan*

Service



Thomas Kern

Exposition

La lutte du peuple haïtien pour sa survie

(bf) Depuis son premier séjour en Haïti, qui remonte à 1997, le photographe suisse Thomas Kern se rend régulièrement sur cette île autrefois nommée « Perle des Antilles », afin d'en saisir l'histoire tourmentée. Ses photos noir-blanc classiques documentent avec discrétion et empathie la lutte quotidienne pour la survie de l'un des peuples les plus pauvres de la planète. Elles sont exposées actuellement à la Fondation suisse pour la photographie (Fotostiftung Schweiz), à Winterthur. Ces clichés montrent les efforts considérables et les petites joies d'un peuple dont le quotidien est marqué par les catastrophes naturelles, l'instabilité politique et un désastre écologique rampant. Ils racontent en outre l'histoire de l'esclavage et la consolation recherchée dans le monde spirituel du vaudou. « *Thomas Kern – Haïti. Libération sans fin* », jusqu'au 19 février 2017, Fondation suisse pour la photographie, Winterthur

Film

Ephraïm et son mouton

(bf) Ce fut un véritable événement en 2015. Un film éthiopien a été présenté, pour la première fois, dans la sélection officielle du Festival de Cannes. La DDC avait, elle aussi, de quoi se réjouir : elle avait contribué, via le fonds Vision sud-est, à la production de ce long métrage et renforcé ainsi la création cinématographique locale. Le magnifique *Lamb*, de Yared Zeleke, est désormais disponible en DVD, accompagné d'une longue interview du réalisateur. Ce premier

film de Yared Zeleke est en partie autobiographique. Il raconte les aventures d'Ephraïm, 9 ans, qui a perdu sa mère, victime de la sécheresse. Son père, sans ressources, le confie à un cousin qui vit dans une région épargnée par la catastrophe. Toutefois, l'enfant s'adapte mal à sa nouvelle vie. Il aime cuisiner, mais cela ne plaît pas au chef de famille, pour qui la place des femmes est à la cuisine et celle des hommes dans les champs. Son meilleur ami est Chuni, un mouton qu'il emmène partout. Quand l'oncle

envisage de sacrifier cet animal en vue du prochain repas de fête, Ephraïm élabore un stratagème pour s'enfuir et retourner chez lui avec Chuni. Il est aidé en cela par Tsion, une jeune fille rebelle qui rêve de faire des études. *Yared Zeleke : « Lamb », édition DVD de trigon-film, www.trigon-film.org*

Des steppes sibériennes au Sahara

Musique (er) Chant de gorge diphonique, blues du désert saharien et quelques doux accents ou boucles électroniques. C'est la synthèse inédite que propose Sainkho Namtchylak. Cette chanteuse, poétesse et plasticienne de 59 ans est originaire de la république autonome russe de Touva, dans le sud de la Sibérie. Sur son dernier disque, elle est rejointe par Eyadou Ag Leche (guitare et basse) et Saïd Ag Ayad (percussions) du groupe touareg malien Tinariwen. Ensemble, ils ont enregistré à Paris dix morceaux exceptionnels. Des phrases mélodiques de guitare et de basse ainsi que des rythmes nomades au groove décontracté créent une harmonie magique. Les murmures et les soupirs alternent avec les accents rugueux, grondants et gutturaux d'une voix dont on dit qu'elle couvre sept octaves. Cette musique du monde enchantera tous ceux qui sont prêts à ouvrir leur âme à l'avant-garde.

Sainkho Namtchylak : « Like A Bird Or A Spirit, Not A Face » (Ponderosa/Edel)

Le son cosmique du Cap-Vert

(er) Un événement insolite s'est produit au Cap-Vert en 1968 : un cargo chargé d'instruments électroniques, qui faisait route vers Rio de Janeiro, a connu une avarie au large de l'archipel et a disparu des radars ; on l'a retrouvé des mois plus tard échoué

sur l'île de São Nicolau, au beau milieu des champs. Les synthétiseurs qu'il transportait ont été distribués aux écoles. Les jeunes ont très vite maîtrisé ces instruments, ce qui a donné naissance au « son cosmique du Cap-Vert ». Cette étrange histoire est relatée dans le livret de 44 pages, magnifiquement illustré, qui accom-



pagne un recueil de morceaux témoins d'une musique oubliée. Le son cap-verdien puise ses racines dans les traditions musicales locales, telles que la coladeira, la morna et le funaná, mais il est aussi traversé par de surprenantes tonalités disco-funk de Cuba. On résiste difficilement à l'envie de danser devant la vitalité de ce cosmos situé entre l'Afrique occidentale, les Caraïbes et l'Amérique latine.

Divers artistes : « Space Echo – The Mystery Behind the Cosmic Sound of Cabo Verde Finally Revealed » (Analog Africa)

Des perles du monde celtique

(er) Les découvertes abondent au Paléo Festival de Nyon, où le Village du Monde propose chaque année des sonorités « venues d'ailleurs ». L'été dernier, le monde celtique était à l'honneur. Les points forts de ces



concerts sont regroupés dans la compilation *Celtique* qui égrène des perles provenant d'Écosse, d'Irlande, du Pays de Galles, de Cornouailles, de Bretagne, de Galice et des Asturies. Au fil des morceaux, des voix puissantes s'élèvent pour danser avec la cornemuse, le violon, des cordes parfois métalliques, l'accordéon et les percussions, sans oublier la flûte et les claviers. L'électro s'en mêle lui aussi, sous les doigts du harpiste légendaire Alan Stivell. L'accordéoniste Sharon Shannon fait vivre l'esprit irlandais, alors que les Bretons Krismenn & Alem n'hésitent pas à allier chants traditionnels et boîte à rythmes. Au total, quinze morceaux fascinants qui sortent des sentiers battus.

Divers artistes : « Celtique – Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2016 » (Paléo Festival Nyon / Disques Office/RTS)

Amour, sexe et mort à Téhéran

(bf) « Quiconque veut vivre à Téhéran est obligé de mentir. La morale n'entre pas en ligne de compte : mentir est une question de survie », explique la journaliste et écrivaine anglo-iranienne Ramita Navai. Née à Téhéran en 1971, elle a quitté cette ville avec ses parents lorsque la Révolution islamique a éclaté – elle avait alors 8 ans – pour trouver refuge à Londres. Par la suite, Ramita Navai est retournée en Iran de 2003 à 2006 comme correspondante du quotidien britannique



Times. Durant cette période, elle a réalisé les nombreuses interviews qui ont servi de base à son livre *Vivre et mentir à Téhéran*. La journaliste y tisse huit portraits détaillés d'habitants. Il s'en dégage l'image d'une ville où personne n'est jamais celui qu'il prétend être et où tous partagent un point commun : le mensonge permanent. On ment pour éviter d'être en infraction avec la loi, pour ne pas être jugé par ses voisins ou ses collègues, ou encore pour couvrir des réunions d'opposants politiques. L'ensemble crée un portrait vivant et coloré de la capitale iranienne et de ses habitants.

Ramita Navai : « Vivre et mentir à Téhéran », Stock, 2015

Une exploration de l'âme cubaine

(bf) Contrairement à nombre de ses amis et collègues, l'écrivain Leonardo Padura n'a jamais quitté Cuba. Pourtant, il ne peut pratiquement pas y publier ses livres. Il en ressent une grande colère qui est palpable, en même temps qu'une grande tendresse pour sa patrie, dans son dernier recueil de nouvelles intitulé *Ce qui désirait arriver*. Tous ces récits se déroulent à La Havane. Le ro-

mancier y déploie une fois de plus toute sa créativité et son mordant pour donner vie à des personnages complexes qu'il met en scène partout où l'île se montre la plus vibrante : dans le boléro, dans la chaleur tropicale, dans les bars à court de rhum le soir de Noël, dans les appartement exigu avec des taches d'humidité au plafond, dans les applaudissements au stade de baseball ou dans les parfums émanant de milliers de cuisines ouvertes sur la rue.

Leonardo Padura : « Ce qui désirait arriver », éditions Métailié, Paris, 2016

Diplôme postgrade

Voici les cours proposés par l'EPFZ pendant le semestre de printemps 2017 dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel) :

Planification et suivi de projets (7-10.3)

Gestion et optimisation financière des projets de développement (20-24.3)

M4P – Making Markets Work for the Poor (27-31.3)

Débats stratégiques actuels de la coopération internationale (11-13.4)

La formation professionnelle entre réduction de la pauvreté et développement économique (8-12.5)

Responsabilité des entreprises et développement (16-19.5)

Informations et inscriptions : www.nadel.ethz.ch

Formation continue

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Beat Felber, Pierre Maurer, Nicole Merkt,
Marie-Noëlle Paccolat, Christina Stucky,
Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf – production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),

Jane-Lise Schneeberger (jls), Fabian Urech (fu), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Stämpfli SA, Berne

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :
Information DFAE,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

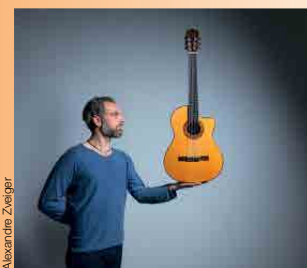
Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : point d'eau dans la région Borana, au sud de l'Éthiopie / Fabian Urech

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Alexandre Zveiger

Un musicien vagabond

Sandro Schneebeili est constamment à la recherche de nouveaux genres musicaux. En voyageant, il joue avec d'autres artistes et se laisse inspirer par leurs notes.

Le vocabulaire du jazz est universel. Partout dans le monde, il suffit d'un instrument pour communiquer, jouer ensemble et transmettre des émotions. Enfant déjà, je rêvais de voyager. Grâce à la musique, je peux aujourd'hui visiter et connaître le monde. Ces pérégrinations me permettent de me confronter à d'autres cultures et de découvrir d'autres genres musicaux, dont je m'inspire pour mes projets. En 2015, j'ai participé pour la deuxième fois au Festival international de jazz de Saint-Louis, au Sénégal, un pays surprenant qui vous remplit d'énergie. J'y ai rencontré le musicien sénégalais Noumoucounda Cissoko. Il joue de la kora, un instrument à cordes qui ressemble à une harpe. Nous nous sommes tout de suite très bien entendus et nous avons joué ensemble deux morceaux sur la scène principale. Ce fut une rencontre incroyable qui est restée gravée dans mon cœur. J'aimerais revivre pareille expérience avec le percussionniste indien Trilok Gurtu, l'un des meilleurs du monde. J'admire sa capacité à marier la tradition et la musique moderne.

(Propos recueillis par Luca Beti)

« Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Mais nous espérons que la pluie viendra. Après, tout ira bien. »

Gerbicha Ode, page 14

« Pour une commune marocaine, l'énergie n'est pas la priorité absolue. »

Mohamed Sefiani, page 23

« Il est inacceptable de gagner de l'argent grâce à la souffrance humaine. »

Mattea Meyer, page 27
